

WOMEN'S SERVICE
COPY
NOT TO BE TAKEN AWAY

BELGRADE PEACE CONFERENCE NUMBER.

THE INTERNATIONAL

WOMEN'S NEWS

JUS SUFFRAGII

THE MONTHLY ORGAN OF THE INTERNATIONAL WOMAN SUFFRAGE ALLIANCE.

Volume 25. No. 10.

PRICE 6d.

JULY, 1931

Annual Subscription, 6/-

CONTENTS.

	Page.		Page.
The Peace Conference at Belgrade:		His Excellency M. Ninchitch (Yugoslavia)	151
Message from Mrs. Chapman Catt	145	Commander Adams, D.S.O., R.N. (League of Nations)	153
Report of the Proceedings	145	Mrs. Innes (Great Britain)	154
The Speeches:		Professor Ruyssen (Belgium)	154
Miss Stebi (Yugoslavia)	146	Admiral Drury Lowe (Great Britain)	156
Dr. Stojadinović (Yugoslavia)	146	Mme. Ramond Hirschman (Holland)	156
M. Louis Bakotic (Yugoslavia)	147	Mme. Atanassievitch (Yugo Slavia)	157
Miss Ruth Morgan (U.S.A.)	147	Mme. Theodoropoulos (Greece)	158
M. Delaisi (France)	148	Resolutions	159
Dr. Else Ulich-Beil (Germany)	148	Rapport de la Commission de la Paix	160
Princess Cantacuzene (Roumania)	148	Reports from Auxiliaries	161
Signor Quartara (Italy)	150		

THE PEACE CONFERENCE: BELGRADE.

May 17th—19th, 1931.

CARRIE CHAPMAN CATT, Hon. Chairman, Alliance Peace Committee.

Greetings. If all women work together for disarmament, statesmen cannot refuse their appeal.

Si toutes les femmes travaillent ensemble pour le désarmement, les hommes d'Etat ne pourraient refuser leur appel.

Wenne alle Frauen sich für die Entwaffnung einsetzen, können die Staatsmänner ihren Zustimmung nicht verweigern.

Kad bu svè zene, zâjednicki radile na razòruzanju drzavnici ne bi mogli odbiti njihov apel.

REPORT OF THE PROCEEDINGS.

MAY 17TH—19TH, 1931.

Opening Meeting, Sunday, May 17th.

Miss Ruth Morgan, Chairman of the Peace Committee, presided and, after a brief welcome to those present, called upon Mlle. Stebi, President of Zenski Pokret (the Alliance for Women's Rights) to welcome the delegates in the name of the women's organisations of Yugoslavia.

Mrs. Corbett Ashby, President of the Alliance, followed, and offered the thanks of the Alliance to the representatives of Her Majesty the Queen, the Patriarch, the Government and the City of Belgrade, and to Mlle.

Stebi and the women's organisations. She presented the Members of the Board and of the Peace Committee, and asked the meeting to send a message of sympathy to Miss Rosa Manus, Secretary of the Peace Committee, who was unfortunately prevented from being present owing to serious illness.

A Students' Choir then sang a most impressive Prayer for the success of the Conference, the beautiful tone of their voices making a deep impression on their hearers.

Commander Adams, D.S.O., R.N., offered the good wishes of the Secretariat of the League of Nations, whom he represented, and the Rector of the University welcomed the Conference as its host in the fine buildings of the University.

Fraternal Delegates from other women's interna-

tional organisations brought greetings: Mme. Petkovitch from the International Council of Women; Mrs. Ramondt Hirschman, from the Women's International League for Peace and Freedom, Mme. Albala, from the International Federation of University Women, and a representative of the International Co-operative Women's Guild, and Dr. Luisi from the Ligue Ibérique des Femmes Hispano-Américaines.

A fraternal greeting was also given by M. Ibrovac, of the Yugoslav League of Nations Union.

Messages were also read from the World's Young Women's Christian Association and the Union Mondiale des Femmes pour le Concord Internationale, who were

THE SPEECHES. LES DISCOURS.

OPENING MEETING, SUNDAY, MAY 17TH.

MLLE. STEBI, President of Zenski Pokret.

L'Alliance féministe du Zenski Pokret au nom de laquelle j'ai l'honneur de saluer le bureau de l'Alliance pour le suffrage des femmes, les membres de sa Commission pour la paix, ainsi que Messieurs les Conférenciers à la Conférence pour la Paix, ressent une grande satisfaction parce qu'une parole sérieuse et courageuse sera adressée en ce temps si grave au point de vue politique et économique, de la Capitale de la Yougoslavie à tous ceux qui luttent contre la guerre comme moyen de solution des différends internationaux.

Le déchainement le plus terrible des éléments de la nature est peu de chose à côté des horreurs dont l'homme est coupable envers lui-même et envers ses prochains; elles sont incomparablement plus terribles quant à leurs conséquences et d'une durée beaucoup plus longue. Et encore toutes ces horreurs ne nous ont pas suffisamment pénétrées pour que nous dirigions tous nos efforts à trouver les moyens qui empêcheront une fois pour toutes l'extermination entre hommes. Dans nos rapports mutuels nous nous comportons comme l'enfant inexperimenté qui voyant le feu pour la première fois, court droit vers son étreinte mortelle.

Puisque l'homme est capable de préparer à soi-même et à ces semblables avec un raffinement minutieux le sort le plus affreux, pourquoi ne serait-il pas capable d'apporter une somme d'énergie égale pour préparer à soi-même et à sa postérité une vie meilleure?

Nous entendons sans cesse et de tous côtés que la tendance qui a pour but une paix stable est une utopie. L'humanité a très souvent au cours de son histoire donné le nom d'utopie aux diverses tendances de son esprit. Mais bien souvent elle s'est trompée quand des nombreuses utopies d'antan sont aujourd'hui une pleine réalité. Pour établir une paix mondiale il n'est pas nécessaire d'inventer des machines compliquées; rien de ce que l'on devrait désigner du nom d'utopie. Il est uniquement nécessaire de trouver dans le domaine des relations internationales un moyen de communiquer qui fut digne de l'homme en toute circonstance et sur tous les champs de son activité. La crise économique est insupportable et en même temps de tous côtés s'élèvent de nouvelles barrières douanières entre nations, qui dans l'échange des biens dépendent aujourd'hui plus que jamais les unes des autres.

Les questions du désarmement et de la création de l'Union Européenne sont à l'ordre du jour de tous les grands entretiens officiels internationaux, mais il semble aux peuples qu'on en parle bien plus qu'on n'en travail réellement à leur réalisation. Des millions et des millions de chômeurs demandent secours dans leur misère économique et psychique. La situation

unable to send personal representatives. Greetings and apologies came from Mme. de Reuss Jancoulescu, Member of the Alliance Board and President of the League for the Rights and Duties of Women of Roumania; from Madame la Princesse Cantacuzene, President of the Association "Solidaritatea" of Roumania; from the President of the Society in the Ukraine, who explained that she alone of the members of the Society had been able to obtain a Passport, and that she had felt that her duty called her to Geneva, where it was hoped that the Council of the League of Nations would be dealing with the difficult question of the treatment of the Ukrainian Minority, and, lastly, from the Alliance Auxiliary in Ceylon.

politique de l'Europe est plus tendue qu'elle ne l'était les jours d'avant guerre, tandis que l'esprit de confiance et de solidarité indispensables pour le réalisation du vrai désarmement n'a pas encore pénétré dans les rangs où il devrait être le plus répandu.

La Conférence qui s'ouvre aujourd'hui à Belgrade a pour but de nous secouer de la lethargie et fataliste attente de l'avenir, de nous donner des impulsions pour que nous devenions plus actives dans la recherche des voies qui menent à une paix stable.

L'Alliance Internationale comme initiateur de cette conférence montre une fois de plus quel est le chemin que doivent prendre les femmes réunies autour d'elle. Elle veut former des femmes de tous les pays des citoyennes libres et conscientes, capables d'influer sur le cours des événements afin que chaque peuple puisse consacrer toutes ses capacités créatrices au maintien et au développement de la vie et non à sa destruction. La vie est le bien suprême que nous possédons—orientée dans une juste voie la vie est la beauté la plus sublime.

DR. STOJADINOVIC, Deputy Mayor of Belgrade.

Belgrade, la capitale du Royaume Yougoslave, est en ce moment honoré par la décision de l'Alliance Internationale pour le Suffrage et l'Action Civique et Politique des Femmes de tenir son congrès en cette ville—laquelle demeure à jamais le lieu classique des longues souffrances, des luttes sanglantes des Serbes et de la gloire Yougoslave. Belgrade est très-heureux de voir ladite décision transformée en acte. Aussi est-il heureux de vous saluer en son nom ainsi qu'au nom de toutes autres municipalités urbaines et rurales, lesquelles suivent avec un très vif intérêt votre œuvre immense, et dont Belgrade demeure l'interprète le plus fidèle en qualité de capitale yougoslave.

L'idée de la liberté des femmes et, avant tout, l'idée de la paix a trouvé en la femme le plus vaillant et le plus réel défenseur. Cette idée-la vous a emmené vers nous, à Belgrade. Jen'exagère point si je constate que l'idée de la paix, soutenu par l'amour et la volonté inébranlable des femmes visant la sauvegarde de la paix, trouve en vous la plus puissante protection. Je puis même dire, que le pacifisme universel trouve non seulement son immense appui en la femme et les conditions de sa prospérité, en l'activité ardente de celle-ci, mais aussi, oserai-je dire, que l'idée de la paix n'a atteint le plus haut degré de sa puissance et de son essor qu'à partir du moment où la femme est entré sur la scène pour diriger un mouvement de pacification. Tant que la femme ne faisait pas part d'un mouvement historique tendant à propager ce qui est du domaine de pacifisme, auquel elle offrit sa conscience éveillée, l'idée de la paix ne fut qu'un rêve des utopistes. Il est vrai que cette idée-la a trouvé

quelques représentants isolés dont l'enthousiasme n'en était qu'individuel,—mais sa force collective et, par conséquence, la plus influente, ne s'était manifesté que lorsque la femme émancipée en prit la direction entre ses mains. S'il est exact—et je suis d'avis que c'est le cas—que ce mouvement collectif des femmes a créé l'idée de la paix, il est aussi exact que la femme est la plus désignée de rendre réelle cette grande idée. L'idée de la paix vit, prospère ou s'éteint à mesure que la femme prospère, d'où une conclusion se dégage que voici: il faut ardemment souhaiter une très grande expression de la puissance des femmes intelligentes dans le but de la réalisation de l'idée de pacifisme, lequel n'a jamais été plus actuel qu'en ces jours. Car, adhérer à l'idée de la paix cela ne signifie guère la négation des vertus et des qualités de son peuple. La paix internationale est conditionnée par la liberté de chaque nation. Seules les nations libres sont en mesure de se nourrir de l'idée de liberté laquelle est en ce cas l'idée de la paix générale. En traversant les luttes les plus cruelles tendant à sauvegarder sa propre liberté, la nation yougoslave a servi vaillamment la cause de la paix en remplissant par là sa mission historique de la paix, laquelle a suscité aussi votre désir de venir à Belgrade. Les nations, les classes, les hommes qui ne savent pas lutter pour la liberté, ne savent pas la sauvegarder non plus. Par son sens très développé de liberté la nation yougoslave a appris à respecter la liberté des autres.

La femme yougoslave, dont l'existence a eu à subir de rudes épreuves à travers les époques historiques tumultueuses, saura être la plus vaillante collaboratrice à l'œuvre sublime dirigée avec tant d'intelligence et d'esprit de prévoyance par les femmes d'autres pays dont les idées vous présentez, Mesdames, avec une noblesse remarquable.

M. LOUIS BAKOTIC, Ministre Adjoint des Affaires Etrangères.

J'ai l'honneur de saluer au nom du Ministère des Affaires Etrangères la conférence de la paix et du désarmement organisée dans notre capitale par l'Alliance Internationale pour le Suffrage et pour l'Action Civique et Politique des Femmes.

Or, quelle idée est-elle plus adaptée aux efforts naturels de l'intelligence et du sentiment féminins que l'idée de la paix?

Les hommes pensent l'avoir trouvé dans la Société des Nations, dans les Pactes d'Arbitrage, dans le Pacte contre la guerre, en un mot: dans la lettre des lois. C'est déjà beaucoup. Ce sont en effet des bases sérieuses et solides sur lesquelles on peut bâtir, si l'on se met à l'œuvre avec sincérité, avec une bonne volonté et avec persévérance. Mais ces lois ne sont que lettre morte si elles ne sont vivifiées par l'œuvre non écrite du sentiment, par le consentement intime des hommes et leur ferme volonté d'éviter les guerres.

Notre peuple qui a tant souffert d'avoir été si longtemps opprimé et qui n'a aucun désir qui soit plus grand que celui de vivre en paix et en amitié avec tous les peuples,—qui respecte tous les peuples, convaincu comme il l'est que seulement ceux qui respectent les autres ont droit à être respectés,—notre peuple applaudit de tout son cœur à votre œuvre noble et bienfaisante.

Permettez-moi donc de vous exprimer le souhait que vos travaux soient couronnés du succès le plus complet en hommage et en accomplissement de votre devise: *veritas et pax fundamta mundi.*

MISS RUTH MORGAN.

I come from afar, from America, and I must first say to you that I have the American mania for going to foreign lands—to the countries of Europe, to South America, and even to India,—to tell them how to run their own affairs. I remember very well when, in

the beginning, I went to Queen's Hall, London, to tell what American women had done for the Kellogg Pact, only these two counsels were given to me—to tell what we had been doing, and to talk loud.

But what are the aims of the Conference? We can say that they are ideals which cannot come into being without real international co-operation. Only thus can we avoid national aims, and if we are to succeed national ambitions must be submerged. The Conference really has three aims: disarmament, economic questions, and co-operation between the women of the world. At the outset we must note that these three desires, these three subjects, must be approached from different angles.

First, on the subject of disarmament, the governments have taken solemn pledges through treaties to disarm, not totally in the beginning, but in a progressive and definite manner,—by the Treaty of Versailles, the Covenant of the League of Nations, and the Briand-Kellogg Pact. But they have never engaged themselves to arrive at an economic understanding; they have never even promised the education of women, nor realized that they would be a great force for peace. On the subject of disarmament, there is no doubt that progress must be made or that the treaties signed thirteen years ago must be changed. I venture to observe here that, though the United States signed with Germany and Austria not the general Treaty of Versailles but separate treaties, it is evident that we at the same time as the other nations undertook the same engagements toward disarmament.

It seems to me that if from our Conference a definite understanding could come that disarmament must not be discussed as a subject not yet decided upon, but as a definite part of the programme of all peace conferences, we should begin to realize the third aim, co-operation of the women of the world.

As to the economic questions, we are touching an urgent and realistic subject, because to-day it is recognized that there is not a country that does not suffer in the world economic crisis. Formerly we might say that there were misfortunes among our neighbours but not at home. Six months ago it was said that foreigners were invited to the United States to learn among us the secret of eternal prosperity. In France, too, from whence I have come, there has been so much work to do, so much agricultural wealth, that she—but in a different fashion—could teach well-being. But now these hopes have faded. France and the United States like all the other countries are victims in this crisis. I recall that four years ago at Amsterdam we said, according to the opinion of the B.I.T., that we must study economic questions, that it would be wise to accept the principle of rationalisation; to-day we ask if indeed the rationalisation of basic necessities is not demanded by the immensity of human suffering.

Economic questions are ordinarily so remote from the education of women that there are still gentlemen who say that it is a great thing that women wish to discuss economics, even if they don't say much to begin with. On that account we distrust a little our masculine orators and we arrive at last at the subject which Mrs. Catt has constantly at heart,—Mrs. Catt, who is always thinking of you, ladies, her old friends,—that is: the great question of the power of women. The power of women is recognized in history, but usually with emphasis on the malevolent influence which women have exercised on the great men of the past. But Mrs. Catt and Mrs. Ashby urge that women reach the height of devoting themselves to the general good rather than advancing their personal interests. For that co-operation is essential. We must have a co-operative effort to attain disarmament. To that end we must work so that, by means of petitions and of

declarations, the women of every country shall sign their names in favour of disarmament, and that these petitions shall be presented by the women to the Disarmament Conference to show the determined desire of women for peace.

Madame Malaterre-Sellier has allowed me to steal from her a little story. Hardly a week ago we were in Paris together; she had just come from a visit to M. Briand, and he had before him on his desk the text of the address which the President of the United States had made the night before on the subject of disarmament. Mr. Hoover said definitely that the United States had, with the other governments, a common interest in obtaining economic and moral results. "Here," said M. Briand, "is an historic event."

It is necessary for us not to accept what others say, but to search out for ourselves in the domain of facts the historic events which can help us.

AFTERNOON SESSION, SUNDAY, MAY 17th.

Compte Rendu du Discours de M. FRANCIS DELAISI.

Pour M. Delaisi il y a en réalité deux crises: l'une industrielle, l'autre agraire.

La première a deux causes principales:

(a) la restriction des débouchés dans les pays d'Outremer; les uns se révoltent et boycottent nos produits fabriqués, les autres d'industrialisent pour s'en passer; et le plus important d'entre eux, les Etats Unis, sont devenus un redoutable concurrent.

(b) les tarifs douaniers: tous les débouchés se restreignent à la fois, toutes les industries de tous les pays réclament des tarifs protecteurs; ce qui diminue encore les débouchés extérieurs.

Ainsi la première cause aggravait la seconde et inversement. Il y a actuellement 9 à 10 millions de chômeurs dans l'Europe industrielle et 6 à 8 aux Etats Unis. Il n'y a pas de raison, si on laisse aller les choses, pour qu'il n'y ait 20 à 25 millions de chômeurs l'année prochaine ou dans deux ans.

Pendant ce temps, une crise agraire s'est déclenchée. Avant la guerre, l'Europe industrielle importait en moyenne 133 millions de quintaux de blé, dont 61 venaient de l'Europe centrale et orientale, et 72 des pays d'Outremer. La guerre, puis la réforme agraire, ont fait que pendant 10 ans, les pays danubiens et russes ont à peu près disparu du marché de l'Europe occidentale. Il a fallu les remplacer par les blés d'Outremer. En 1928-29, l'Europe industrielle a reçu 6 millions de quintaux seulement des pays danubiens et russes, et 166 des pays d'Outremer. Pour suffire à cette demande, le Canada, les Etats-Unis, l'Argentine et l'Australie ont augmenté en 15 ans leurs ensemencements de 13.400.000 hectares. Finalement, stimulés par le machinisme et les crédits faciles, ils ont trop produit. Au 1er juillet 1930, il restait en stock près de 200 millions de quintaux de blé, soit de quoi nourrir 100 millions d'hommes. Et cela au moment où les pays danubiens et russes ont voulu rentrer sur le marché. D'où l'effondrement actuel des prix qui sont au-dessous du prix de revient.

Cela a entraîné la ruine des classes rurales, particulièrement dans l'ouest américain et canadien, l'Argentine, l'Australie et l'Uruguay, et aussi une crise grave dans l'Europe centrale et orientale où le paysan, dépourvu de capitaux empruntés à 20 et 25% et ne peut payer de tels intérêts au cours actuel des céréales.

Si l'on laisse aller les choses, dans deux ans l'Europe avec 20 millions de chômeurs dans ses usines de l'Orient, et 100 millions de paysans endettés dans les champs de l'Est, peut se trouver en face de la crise sociale la plus redoutable de son histoire.

Voilà, selon M. Delaisi, le *passif* de la situation. Examinons maintenant l'*actif*:

La crise industrielle a ceci de reconfortant qu'elle est une crise d'excédents. Il y a actuellement sur le marché mondial:

trop de matières premières (coton, laine, cuivre, étain, caoutchouc); trop d'usines pour les transformer; la plupart travaillent à 60% de leur capacité; trop de combustibles (charbon et pétrole) pour mouvoir ces usines, trop d'ouvriers pour les manœuvrer; 15 à 18 millions de chômeurs; et trop de denrées (blé, café, sucre, etc.) pour les nourrir.

Ce qui manque ce sont les acheteurs. Mais en Europe même, sans compter les Russes, il y a entre la Baltique et la Mer Egée 90 millions de paysans à étalon de vie très faible, qui pourraient produire et acheter deux fois plus. Il leur faudrait seulement des capitaux; mais précisément la crise a immobilisé aux Etats Unis des milliards qui sont en dépôt dans les banques à 2% ou 3%. En France il y a 26 milliards de francs en devises étrangères qui ne peuvent être utilisées qu'à l'étranger et qui sont à peu près improductives.

Dès lors la solution de la crise apparaît possible et rapide. Pour cela, trois conditions essentielles:

(a) une entente économique entre les pays agricoles de l'Est (elle est en train de se réaliser avec "le bloc agraire") entrepris l'an dernier.

(b) une entente économique entre les quatre grands pays industriels, France, l'Allemagne, Grande-Bretagne et Etats-Unis. C'est le plus nécessaire et le plus difficile—car il ne doit pas y avoir d'hégémonie économique.

(c) Enfin, aucune politique de crédit à bon marché n'est possible tant qu'il y aura des chances de guerre. Car les petits épargnants européens ne souscriront pas les emprunts présentés par les banques, tant qu'ils verront les journaux remplis de revendications et de menaces.

En ce qui concerne le désarmement, M. Delaisi pense que la crise économique en s'aggravant l'imposera à brève échéance, car les budgets des Etats ne pourront supporter à la fois la charge des armements et celles des chômeurs; il faudra choisir entre le budget de défense contre la guerre étrangère, et celui de défense contre la guerre sociale.

Il pense que la claire vision du danger peut être un grand secours pour la propagande de l'Alliance des Femmes en faveur de la Paix.

DR. ELSE Ulich-BEIL.

Wenn wir nun einen Blick auf die gegenwärtige wirtschaftliche Lage der Welt werfen, so stehen wir vor der erschreckenden Tatsache, dass rund 20 Millionen Menschen mit ihrem Schicksal aus dieser Wirtschaft herausgeworfen sind. Dass die Frauenwelt, die von ihrer staatsbürgerlichen Verantwortung erfüllt ist, sich mit diesen Grundfragen unseres Lebens auseinandersetzen muss ist selbstverständlich.

Aber die Aufgabe ist schwierig, da eine Fülle von Ursachen für den gegenwärtigen Zustand verantwortlich ist.—Man muss von dem Kriege ausgehen. Vier Jahre lang haben die europäischen Völker ebenso wie die übrigen am Kriege beteiligten Mächte der Welt ihre gesamte Wirtschaft nur auf den Kriegsbedarf eingestellt. Durch die Herstellung des Kriegsbedarfs wurde der Produktionsapparat in allen Ländern ungeheuer aufgebläht. Aber nicht nur die Steigerung der Kapazität der Produktion und die Aufblähung der Produktionsmittel hat allenthalben stattgefunden, es haben sich auch während des Krieges in den überseeischen Ländern vielfach neue Standortsindustrien entwickelt. Z.B. die Textilindustrie.—Während vor dem Kriege die Rohstoffe nach Europa strömten, um dort in Garne und fertige Gewebe umgewandelt zu werden, haben die überseeischen Länder im Kriege eigene Fertigwarenindustrien entwickelt.

Diese wirtschaftliche Umstellung hat auch in Europa stattgefunden. In einer ganzen Reihe von neugebildeten Staaten, vor allem Ost- und Südeuropas, sind neue eigene Industrien entwickelt worden.

Derartige tiefgreifende Verschiebungen traten auch auf den agrarischen Märkten ein. Ich möchte als Beispiel, den Zucker nehmen. Bekanntlich kämpfen in der Zuckererzeugung zwei Pflanzen um den Weltmarkt: das Zuckerrohr und die Zuckerrübe. Das Zuckerrohr wird in den tropischen Ländern kultiviert, die Zuckerrübe—seit dem napoleonischen Kriege—in Kontinental-Europa. Während des Weltkrieges ging der europäische Zuckerrübenbau merklich zurück. Erst in den letzten Jahren erreichte er den Vorkriegsstand wieder. Während des Krieges ist nun der Anbau des Zuckerrohres vor allem auf Kuba so vervollkommen worden, dass der mitteleuropäische Zuckerrübenbau hinsichtlich der Ertragsfähigkeit und Billigkeit nicht konkurrieren kann (6.-Mk pro Zentner Gestehtungskosten in Kuba, Mk. 30.- in Deutschland). Auch ist die Kaufkraft der meisten Völker Europas ungeheuer zurück gegangen.

Wenn man sich die europäische Situation ansieht, so erhebt sich die Frage, ob der Kampf um Bruchteile des Marktes so wie bisher weitergeführt werden soll oder ob man die gemeinsame Arbeit um den Ausbau dieses Marktes aufnehmen soll? Hoover, der vor kurzem die jüngsten wirtschaftlichen Veränderungen in den Vereinigten Staaten untersucht hat, berichtet Folgendes:

Es ist unverkennbar, dass die wirtschaftliche Lage der Vereinigten Staaten in einem nicht unerheblichen Masse dadurch bedingt ist, dass wir über reichliche Rohstoffvorräte und Kraftquellen verfügen, sowie dadurch, dass unser Inlandsmarkt umfangreich ist. Wir können Güter umsetzen, ohne an den Grenzen zwischen den Einzelstaaten für Aufbringung und Revision von Zöllen Halt zu machen. Wir können Warenaustausch führen, ohne auf Verschiedenheit der Sprachen und Sitten zu stossen. Die Reklame wird für uns besonders wirkungsvoll.

Europa könnte die gleichen Vorteile besitzen, wie sie Amerika hat. Es hat reichliche Rohstoffvorräte und Kraftquellen, eine hochentwickelte Wissenschaft. Es hat auch ein ausgedehntes wirtschaftliches Gebiet und einen riesigen Absatzmarkt.

Europa ist arm, weil seine produktiven Kräfte durch seine politische Zerrissenheit gefesselt sind, weil sein Markt kreuz und quer mit Zollschranken erschritten ist, weil sein politisches System grundsätzlich jeder vernünftigen Arbeitsteilung zwischen seinen Staaten widersteht.

Unheimlich stark sind die Abstossungskräfte, die heutzutage unter den Völkern wirken: materielle Interessen, nationaler Egoismus, Machtpolitik, Neid und Verdacht, Angst und Rachsucht.

In der Entwicklung der Weltwirtschaft im Charakter des modernen Kapitalismus und in der neuen sozialen Gestaltung der Staaten liegen unaufhaltsame Kräfte der Annäherung.

Wirtschaftlich gesehen ist Europa eine Einheit. Was die Einheit einer Gruppe von Völkern schafft, ist die Tatsache, dass ihre Beziehungen miteinander weitaus intensiver sind als mit der übrigen Welt. Das gilt in erster Linie für den internationalen Warenaustausch. Wenn man sich nun die Einfuhr und Ausfuhr der europäischen Staaten nach den Herkunfts- und Bestimmungsländern ansieht und die Länder nach 5 Gruppen gliedert in Kontinentaleuropa, Grossbritannien, britische Kolonien und Dominions, Russland und die übrige Welt.

Man zerkennt, dass es in Europa eine Reihe von Staaten gibt, deren Ausfuhr mehr als zu 50% und deren Einfuhr mehr als zu 75% sich innerhalb der Grenzen Europas (einschliesslich Grossbritannien)

abspielt. Das Irland mit 98%, Jugoslawien mit 96%, Litauen mit 94%, Polen mit 94%, Bulgarien mit 90% usw. Nur wenige europäische Länder setzen mehr als 30% ihrer für die Ausfuhr bestimmten Waren ausserhalb Europas und des britischen Reiches ab. In der Einfuhr ist es anders, weil hier tropische Erzeugnisse ins Gewicht fallen, aber auch hier sind für die meisten Länder Europas ihre nächsten Nachbarn die wichtigsten Lieferanten. Für die europäischen Staaten im ganzen bedeutet der Aussenhandel in erster Linie binneneuropäischen Warenaustausch.

Die meisten internationalen wirtschaftlichen Vereinbarungen sind nichts anderes als Abkommen zwischen den europäischen Staaten, die den Zweck haben, die Gegensätze der von einander abgeschnürten Volkswirtschaften Europas zu mildern und in der Kontinentwirtschaft Europas Anfänge einer Regelung zunächst regionaler Art zu schaffen. Auch im Rahmen dieser Kartelle vollzieht sich der Kampf der nationalen Industrien um Existenz und Expansion. Es muss aber die Arbeit doch daraufhin gehen, den Wettbewerb der Völker neue Formen zu geben und schädliche Reibungen zu beseitigen.

Zum Schluss soll noch das Ernährungs-, Rohstoff- und Absatzproblem mit einem Wort gestreift werden. Europa ist der am dichtesten bevölkerte Erdteil, der einzige, dessen Ernährungsraum für die Sicherung seiner Bevölkerung nicht ausreicht.

Nach den Feststellungen des Völkerbundes kommen an Einwohnern auf einen Quadratkilometer in Europa (ohne Russland) 68, in Russland 7, in Asien 38, in Amerika 5, 8, in Afrika 5, in Australien 1,1. Die Einfuhr gewisser Produkte, wie Kaffee, Kakao, Tee, Reis und Südfrüchte nach Europa wird aus klimatischen Gründen immer notwendig sein. Wenn die europäischen Agrarländer durch Ausnutzung des Bodens und Vervollkommnung ihrer Methoden besser für den Ernährungsbedarf Europas sorgen könnten, dann könnten wir den aussereuropäischen Warenbedarf auf dem Wege des Warenaustauschs decken.

Was die Versorgung mit *technischen* Rohstoffen angeht, so ist Europa abhängig hinsichtlich des Erdöls und Kupfers von Amerika

"Zinn von Asien

"Goldes von Afrika.

Die Gewinnung von Baumwolle, Jute, Seide, Kautschuk ist aus klimatischen Gründen in Europa so gut wie unmöglich. Wolle und Häute können leichter im Rahmen einer extensiven als einer intensiven Wirtschaft erzeugt werden.

Der *beschränkte Ernährungsraum und die unzureichende Rohstoffbasis* bilden den Hintergrund der eigenartigen Lage Europas in der Welt. Im Krieg haben die abgeschlossenen Völker Europas empfinden können, was der absolute Mangel an Brotgetreide, Fetten, Häuten, Erdöl und Kautschuk bedeutet. Die Rohstoffe sind nur zu erhalten, wenn Europa in entsprechendem Umfang Fabrikate in Übersee absetzt. Mit der Ausfuhr muss die Einfuhr gedeckt werden. Ein ausreichender Absatz auf dem Weltmarkt ist eine Lebensnotwendigkeit für Europa, die durch die Industrialisierung der überseeischen Staaten bedroht wird.

Vor dem Kriege wurden amerikanische ägyptische und indische Baumwolle, australische und argentinische Wolle nach Europa transportiert und kehrten als Fertigwaren zurück. In fernen Ländern sind neue Spinnereien und Webereien entstanden die sich technisch wenig von den entsprechenden englischen und deutschen Unternehmungen unterscheiden. Die notwendige Folge für Europa aber ist, dass es nicht mehr so viel Rohstoffe und Nahrungsmittel beziehen darf, wenn es sie nicht bezahlen kann. Europa muss seinen Ernährungsraum durch Intensivierung seiner Landwirtschaft erweitern und das Rohstoffproblem durch den

Fortschritt seiner Technik und Wissenschaft zu lösen suchen.

Die neue Weltwirtschaft und der neue Weltfriede können nur auf der wahrhaften Gleichberechtigung der Völker beruhen, auch die *Initiative der Führung* kann nicht für bestimmte Völker privilegiert werden. Das gilt nicht nur für Europa und die Welt, sondern auch für die Beziehungen der europäischen Völker untereinander. In erster Linie für die Beziehungen zwischen dem industriellen und dem agrarischen Europa. Solange Industrialisierung Herrschaft und Landwirtschaft Armut bedeutet, wird kein Staat auf die Industrialisierungspolitik im üblichen Nachkriegsstil verzichten, auch wenn diese Politik schliesslich zur vollen Desorganisation der europäischen Wirtschaft führen muss.

Der Ausweg wäre allein in einer planmässigen und gerechten für alle Beteiligten gleich vorteilhaften Arbeitsteilung im Rahmen Europas zu suchen. Noch ist die Mentalität der Völker nicht allenthalben dafür reif. Möchten die Frauen sie verwirklichen helfen!

MME. LA PRINCESSE ALEXAN. RINECANTACUZENE

Il faut organiser techniquement la paix comme on organise la guerre. La richesse accumulée dans les derniers 60 ans et la politique banquière ont amené les rivalités des trusts d'un côté du socialisme de l'autre, et éveillé des haines. L'heure est venue que l'économique prime le politique. Il nous faut au moins l'union douanière des pays agricoles.

Pour notre part nous proposons:

1. La création d'une Banque Internationale de l'Agriculture.
2. La création d'une Banque Internationale du Commerce et de l'Industrie, qui l'une et l'autre financent les syndicats agricoles et industriels reconnus par les Etats européens.
3. L'émission d'une seule monnaie européenne qui ainsi facilite les changes, supprime les fluctuations monétaires, qui influent sur la force d'achat et de ventes.
4. La création d'un Office International européen de rationalisation des cultures et des produits manufacturiers, ayant aussi à assurer des débouchés équitables aux marchandises industrielles et aux produits agricoles.
5. La formation d'Unions Inter-douanières régionales.

MORNING SESSION: MONDAY, May 18.

SIGNOR QUARTARA:

Les puissantes organisations féministes de tous les pays sont les plus indiquées pour arracher l'humanité aux immenses désastres périodiques de la guerre, et pour réussir, par leur instinct maternel, équilibré, diplomatique, là où les hommes ont échoué en ne donnant, hélas, jusqu'aujourd'hui, qu'une très mauvaise preuve de leur talent politique.

La politique internationale ne nous offre que trois points de repères principaux pour la paix: l'arbitrage, la Confédération Européenne, et le désarmement. Et ce dernier ne peut pas se résoudre isolément.

La réduction des armements envisagée par nous, n'est pas concevable sans la sécurité des Nations et la sécurité des Nations n'est pas non plus concevable sans leur fusion, soit économique, soit politique.

Comment cela peut-il se réaliser?

Il est évident que pour fonder la paix, l'arbitrage soit obligatoire et sans exception d'aucun cas, comme par exemple la Convention entre l'Italie et le Danemark en 1905. Si nous continuons à excepter les cas d'honneur et d'intérêts vitaux des Nations, nous laisserons toujours à chacune d'elles, la possibilité et la faculté de recourir à la guerre et il vaudrait mieux alors ne pas créer des illusions par des Conventions d'arbitrage qui ne pourraient être mises en pratique.

Enfin il faut ajouter à l'arbitrage obligatoire et à la

totalité des cas, la *coaction collective* des autres Pays contre la possible rébellion à l'arbitrage, coaction déjà assez prévue par la Société des Nations.

Cependant l'arbitrage même ainsi réformé n'est pas suffisant pour créer parmi les Nations qui s'y soumettent, une liaison telle d'intérêts qui puisse empêcher une Nation quelconque de penser seulement à la guerre pour son propre avantage.

De cette façon il est nécessaire d'effectuer d'abord entre les Pays voués à l'arbitrage, un lieu économique, c'est-à-dire un régime de libre-échange entre eux, et ensuite une union douanière entre eux envers les autres pays, si malheureusement on ne pouvait établir entre tous le libre-échange.

En deuxième lieu il est aussi nécessaire d'établir entre ces Pays une alliance politique.

C'est ici que nous avons le pont de passage de l'arbitrage à la *Confédération* et spécialement à la Confédération Européenne.

Une Union douanière frapperait certainement quelque industrie locale, née plutôt pour des raisons de protectionnisme économique que pour des motifs spécifiés d'utilité locale. On devrait par conséquent, disposer d'une certaine période de temps (5 ans selon moi) pour permettre une systémation graduelle, sans, bien entendu, nous laisser toucher par quelque intérêt sacrifié—ce serait un dommage transitoire. Les nouvelles frontières douanières créeraient de nouveaux intérêts rattachés aux différentes Nations. D'ailleurs ces dommages seraient presque insignifiants en comparaison de ceux beaucoup plus énormes de la guerre.

Et maintenant passons à la question du *désarmement*.

Le désarmement n'est pas possible sans la sécurité. Mais la sécurité, dans nos conditions actuelles de nationalités séparées, n'est pas non plus possible sans nous armer plus que notre voisin. Et nous voilà de cette façon à la rivalité des armements.

Que faudrait-il faire? La coaction commune envers le récalcitrant et la réduction des armements. Deux problèmes ceux-ci, jusqu'à présent non résolus mais pas à cause de vraies difficultés intrinsèques. Le premier choque la souveraineté, et le deuxième le volonté de chacun d'être supérieur aux autres ou du moins à maintenir une position prédominante.

La *coaction collective* implique pour qu'elle soit tranquillisante, non seulement une Convention mais aussi un assemblage effectif et permanent des forces militaires.

Il vaut mieux alors placer le principe de la *fusion* au lieu de la réduction des armements. C'est à Genève qu'il faut établir un Commandement Militaire International. Nous revenons sans cesse au projet de la Confédération Européenne, de l'arbitrage obligatoire et général entre l'Europe confédérée et les autres nations. De cette seule façon on pourrait vaincre les obstacles qui s'opposent au désarmement. Voilà pourquoi je disais de rattacher les trois systèmes pacifistes, si l'on veut une application intégrale et efficace de l'article 8 de la Société des Nations. Projet hardi? Mais n'est-il pas beaucoup plus hardi le projet de continuer à préparer de nouvelles guerres, de nous anéantir réciproquement?

Abolissons les frontières économiques et politiques. Nous créerons par conséquent la paix, la richesse et un progrès fantastique.

Conclusion: Comme Délégué de la Fédération Italienne j'ai l'honneur de proposer les principes féministes suivants:

Programme international:

Arbitrage obligatoire, pour tous les cas avec les sanctions de sécurité. Confédération Européenne, avec Capital à Genève. Fusion, au delà de la réduction des armements.

Programme national:

Egalité absolue de la femme et de l'homme dans le

mariage et en dehors du mariage. Egalité de la mère et de l'enfant illégitimes et légitimes. Divorce libre sans l'intervention du tribunal pour les motifs qui l'ont provoqué; mais seulement pour la protection économique de la femme et de la progéniture. Retraites nationales pour les femmes et les enfants des pauvres.

Nous souhaitons que ce programme puisse rencontrer l'approbation des Associations Féministes universelles, auxquelles, malgré tout, nous avons l'honneur de la recommander avec profonde conviction.

S. E., M. NINTCHITCHE.

La question du désarmement comme on le sait a été à l'ordre du jour des discussions internationales bien avant la guerre mondiale.

Mais ce n'est qu'après la guerre que les efforts pour donner une solution pratique à la question du désarmement deviennent plus suivis et aboutissent à un travail systématique. Cette terrible guerre a fourni une preuve éclatante que les armements, même poussés à un degré très élevé, tout en ruinant les finances des Etats, ne leur garantissent pas la paix. Ils créent même une atmosphère de méfiance où l'on ne parle que de conflits armés. La course aux armements destinés à la guerre ne peut pas servir la cause de la paix. Au contraire, il semble que la guerre a été leur aboutissement logique et inévitable.

Le souci de créer le plus de chances possible au maintien de la paix et la nécessité d'alléger les charges écrasantes des budgets poussaient déjà les gouvernements d'après la guerre à s'occuper sérieusement de la question du désarmement. Mais il y a plus. Non seulement, le Pacte contient l'obligation pour les membres de la Société des Nations—et c'est l'immense majorité des Etats—de s'occuper de la question du désarmement et d'en trouver la solution mais il prévoit aussi un organe permanent institué dans ce but.

Dans la partie des traités de paix relative aux clauses militaires, navales et aériennes, on s'occupe aussi de la question du désarmement. Il est rappelé, dans la préambule que "en vue de rendre possible la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées."

A première vue il pourrait paraître étonnant que malgré l'intérêt des Etats à trouver une solution à la question du désarmement, et malgré l'obligation de l'art. 8 du Pacte, après onze ans d'existence de la Société des Nations, on ne soit pas encore arrivé à des accords comportant des engagements précis des Etats. Mais si les résultats ne correspondent peut-être pas aux efforts fournis jusqu'à présent, c'est qu'il s'agissait de régler une question qui mettait en jeu les intérêts vitaux des Etats et des nations. Certainement, la plupart d'entre eux désirent sincèrement arriver au but final, mais les chemins qu'ils prennent ne sont pas les mêmes, et ne peuvent pas être les mêmes. La situation internationale des Etats, la tradition, la psychologie et les habitudes de leurs peuples sont tellement différents qu'on ne doit pas s'attendre à ce que tous envisagent sous le même angle la solution d'un problème important, surtout d'un problème qui, à leur avis, peut mettre l'existence des Etats en jeu.

On cherche la solution, en partant de deux conceptions différentes. L'une considère que les armements sont un mal en eux-mêmes. Ils écrasent les contribuables, excitent la méfiance internationale, et, plus ou moins rapidement, provoquent les guerres. Puisque c'est un mal il faut les supprimer. Leur suppression entraînerait des économies dans les budgets, de meilleurs rapports internationaux et procurerait aux peuples le sentiment de sécurité en rendant la guerre beaucoup moins probable. D'après cette conception on aborde directement la solution du problème du désarmement, en le con-

sidérant en lui-même. D'après l'autre conception, ce problème est très compliqué. Il est une des formes de la vie internationale des peuples, et on ne pourrait pas le traiter avec succès indépendamment des autres aspects de cette vie qui sont intimement liés les uns aux autres. Puisque le problème du désarmement ne peut être réglé qu'internationalement en obtenant le consentement de tous les Etats intéressés, il faut, pour avoir ce consentement, créer une situation internationale telle que les armements deviennent inutiles et superflus. Pour quoi est-ce qu'on arme? Pour les uns, les armements sont un moyen de défense contre l'agression étrangère et donnent par conséquent la sécurité; pour les gouvernements ambitieux et trop entreprenants, les armements ne sont pas destinés à servir seulement à leur défense; ils doivent leur procurer le moyen d'avoir des succès aux dépens des autres. Si ces succès peuvent être obtenus par la voie diplomatique, tant mieux, la force armée dont ils disposent leur aura rendu ces succès possibles, mais si la diplomatie ne peut pas réussir, on a en mains un instrument qui saura forcer l'adversaire. Comment voulez-vous avoir le consentement des uns et des autres à désarmer, si vous ne supprimez pas les causes qui les ont poussés à avoir des forces armées? Les peuples délaissèrent leurs armements, lorsqu'on aura garanti leur sécurité d'une autre façon, et lorsque cette garantie leur donnera un sentiment de sécurité au moins aussi grand que celui qu'ils ont grâce à leurs armements. Il est plus difficile de satisfaire les Etats qui veulent continuer une politique de force. Ceux-là sont en réalité le plus grand obstacle à l'accord universel dans la question du désarmement. Mais si tous les autres Etats, qui sont certainement la majorité, tombent d'accord, la politique de force ne sera plus possible. D'après cette conception, on ne peut arriver au désarmement que par une voie indirecte, en assurant d'abord la solution paisible de tous les conflits et en réglant la question de la sécurité. D'où, le mot d'ordre: arbitrage, sécurité, désarmement.

Mais en dehors des difficultés d'ordre politique, la solution du problème du désarmement est très compliquée aussi pour des raisons d'ordre technique.

Quand il s'agit de prendre une décision en ce qui concerne soit la réduction soit la limitation des armements, la première question qui se pose est celle de savoir quels sont au juste les éléments dont dépend la puissance d'un pays en temps de guerre et auxquels cette mesure doit s'appliquer. Ces éléments ne sont pas seulement d'ordre militaire, mais aussi d'ordre économique, financier, etc. Ensuite, est-il possible de limiter les armements de guerre d'un pays, ou bien les mesures de désarmement ne doivent-elles viser que les armements de paix? Quelles règles peut-on suivre pour comparer les armements d'un pays avec ceux d'un autre, par exemple: nombre d'effectifs, période de service, matériels, dépenses, etc? D'après quels principes serait-il possible d'établir une proportion entre les armements qui pourraient être attribués à chaque pays?

Ces questions démontrent la complexité du problème et le grand nombre des intérêts en jeu. La situation des divers pays est tellement différente qu'il est excessivement difficile d'établir une base objective de comparaison. Et cela même quand il s'agit seulement des éléments militaires du problème, des hommes et du matériel.

Il se pose aussi une autre question: faut-il ou non tenir compte des conditions particulières à chaque Etat? Ne faut-il pas accorder un traitement préférentiel aux pays non industriels? Avec cela on soulève toute la question du *potentiel de guerre*. Il est évident que si, par exemple, on limite au même niveau, les effectifs et le matériel de guerre, des deux pays en temps de paix celui qui aura une population plus nombreuse ou une

industrie plus développée, sera incontestablement plus fort en temps de guerre. La population lui donnera, tôt ou tard, la possibilité d'avoir des effectifs de guerre plus nombreux, et son industrie transformera ses usines produisant des objets nécessaires à la population civile, en usines produisant tout ce qu'il faut à l'armée pour écraser l'ennemi. C'est pourquoi pour le Gouvernement français, et pour plusieurs autres gouvernements, le problème du désarmement est lié à la notion du potentiel de guerre des différentes Etats.

Malgré les difficultés qu'on a rencontrées toujours lorsqu'on a voulu avoir des engagements précis et définitifs dans la question du désarmement, on n'est pas resté sur place au cours des onze dernières années.

Pouvoir présenter un Projet de Convention, même sans les chiffres comportant des engagements précis des Etats, est un pas sérieux fait vers la solution de ce problème si délicat qui touche des intérêts nombreux et souvent opposés. Ce résultat positif est le fruit des efforts longs et pénibles et de la bonne volonté évidente qu'on a montrée de plusieurs côtés pour aboutir. Mais l'accord sur ce travail préliminaire a été rendu possible surtout, parce que à côté de ces travaux techniques, au sein de la S.D.N., la doctrine s'est établie, basée sur des textes précis du Pacte, que les problèmes du désarmement et de la sécurité étaient indissolublement liés l'un à l'autre. Cela permettait aux Etats inquiets de leur sécurité de s'avancer avec plus de confiance dans la voie du règlement de la question de la limitation et de la réduction de leurs armements. On avait le sentiment que les Etats qui, à cause de leurs situation spéciale, poussaient au règlement de la question du désarmement, sans vouloir s'engager à prendre part à l'affermissement de la sécurité générale, finiront peu à peu par s'engager dans la voie unique par où on pourrait arriver à la solution. D'autre part, on mettait en avant qu'au cours des années après la guerre, la situation internationale de la plupart des Etats a été améliorée au point de vue de la sécurité—les avis sont très partagés dans l'appréciation de la mesure dans laquelle la sécurité des Etats est devenue maintenant plus grande—et que cela permettait d'envisager la convocation de la Conférence Générale du désarmement sans être sûr d'avance de son insuccès.

L'interdépendance du problème de la sécurité avec celui du désarmement est dans la nature des choses. . . On sait que les dispositions du Pacte organisant l'arbitrage et la sécurité présentent de graves lacunes. Le Protocole donnait une solution presque complète de ces deux questions. Après l'abandon du Protocole, on a essayé de plusieurs côtés de combler les lacunes laissées par le Pacte, de mieux garantir la sécurité, et d'autre part, de compléter et mieux préciser les obligations de l'arbitrage. Dans le domaine de la sécurité une portée réelle revient surtout aux pactes régionaux, particulièrement aux Accords signés à Locarno le 16 Octobre 1925, contenant un traité de garantie mutuelle entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie et quatre conventions d'arbitrage, entre l'Allemagne, d'un côté, et la Belgique, la France, la Pologne et la Tchécoslovaquie, de l'autre. Le Pacte de Paris, connu aussi sous le nom de Pacte Kellogg, a une portée générale. Il faut mentionner aussi comme ayant une portée générale, la Convention d'assistance financière, approuvée par la dernière Assemblée. Seulement, cette convention, signée déjà par vingt-huit Etats, qui aurait pu jouer un rôle important en cas d'agression, ne pourra entrer en vigueur qu'après la Convention sur la réduction et la limitation des armements.

Mais c'est dans le domaine de l'arbitrage que les efforts faits en vue d'augmenter les chances de la paix ont été surtout appréciables. Le 26 Septembre 1928, l'Assemblée a adopté "l'Acte Général pour le règlement pacifique des différends internationaux." Par là

était créé un instrument de droit pouvant s'appliquer à tous les Etats, à toutes les procédures de règlement, à tous les litiges. Par l'Acte Général, les dispositions du Pacte concernant le règlement pacifique des conflits sont heureusement précisées et complétées. En deux ans l'Acte a recueilli dix signatures, dont, tout dernièrement, celle de la France et de l'Angleterre. Malheureusement, par les réserves que la plupart des Etats ont faites au moment de la signature, la portée de l'Acte est sensiblement restreinte.

Malheureusement, les résultats atteints ne peuvent en ce moment complètement rassurer que ceux des Etats dont la situation internationale, heureusement, ne comporte pas de grands risques. On connaît les imperfections du Pacte. Ces imperfections sont intentionnelles, parce que les Etats qui n'ont pas voulu limiter fortement leur liberté d'action et encore moins l'aliéner complètement au profit de la S.D.N. se sont opposés à l'introduction des obligations trop précises. Le Pacte n'a même pas la prétention d'empêcher tout à fait la guerre; il prévoit même le cas où la guerre est possible parmi les membres. En outre, le système d'assistance mutuelle et celui de sanctions est universellement reconnu comme insuffisant. Au Pacte Briand-Kellogg on ne saurait contester une réelle force morale. Mais ne précisant même pas quelles sont les guerres mises hors de la loi, ne prévoyant aucun système d'assistance mutuelle en cas d'agression, ni aucune sanction contre l'agresseur, ce pacte n'aura pas le pouvoir d'apaiser les inquiétudes des peuples de l'Europe. La reconnaissance de la clause facultative du statut de la Cour de la Haye, et la signature de l'Acte Général auront certainement une influence salutaire sur les rapports des Etats. Mais, ne vaudrait-il pas encore mieux, à côté de l'organisation du règlement pacifique des conflits, de prévoir aussi l'organisation des mesures d'assistance et les sanctions pour le cas où, malgré les précautions prises, l'acte d'agression se produirait tout de même. L'arbitrage, la sécurité, le désarmement sont les trois anneaux inséparables de cette chaîne bienfaisante qui, dans une atmosphère de paix et de confiance réciproque attacherait les peuples les uns aux autres.

Dans ces conditions, on ne saurait contester leur esprit de sacrifice aux pays qui par leur situation géographique ou pour toute autre raison se sentent particulièrement menacés par la possibilité de nouveaux dangers. En associant leurs voix au vote du rapport de la troisième Commission en Septembre 1928, par lequel on reconnaît que la situation présente peut permettre "d'entrer dans l'ère des réalisations en ce qui concerne une première étape de réduction et de limitation des armements", ils ont démontré leur esprit conciliant et le désir sincère d'aboutir à des résultats positifs.

Le projet de convention du 9 Décembre tout en ne donnant que le cadre d'une convention générale du désarmement, peut être considéré comme une œuvre considérable.

Après qu'on eut unanimement reconnu qu'on pouvait procéder à une première étape des réalisations, et après les règlements des bases techniques, la convocation d'une Conférence générale du désarmement a pu être utilement décidée. En réalité, cette Conférence est convoquée à la date du 2 Février 1932, à Genève.

Evidemment, la Conférence du désarmement aura encore de terribles difficultés à vaincre. Il faut fixer les chiffres, et c'est la partie fondamentale du travail. Elle est aussi la plus difficile. Le plus souvent, les Etats se formeront une opinion à cet égard en se basant surtout sur des éléments qu'on ne peut pas apprécier d'une façon purement objective. La plus grande difficulté pour réaliser des accords à la Conférence proviendra des divergences dans l'appréciation de l'étape du désarmement à laquelle on peut consentir et

qui correspondrait aux progrès atteints dans le domaine de la sécurité internationale. Dans cette question qui décidera du sort de la Conférence, la situation des parties qui doivent prendre part à la décision, est le plus souvent tout à fait différente. Il y a des Etats qui à cause de leur situation internationale, géographique et politique, se considèrent en dehors du danger de guerre qui menace les autres. Un passé qui depuis longtemps n'a été troublé par aucun conflit sérieux, a créé chez eux un sentiment de sécurité qui n'existe pas ailleurs. Ces Etats ne sont pas disposés à prendre des engagements internationaux de garantie qui, à leur avis, ajouteraient peu à leur propre sécurité qui est déjà assez grande, mais qui pourraient les impliquer dans des entreprises coûteuses et même périlleuses par suite des conflits qui ne les regardent pas beaucoup. A la Conférence de 1932, une seule question intéressera ces Etats, c'est celle du désarmement. Ne poussant pas leurs propres armements très loin, ils ont tout intérêt à ce que les autres réduisent les leurs aussi fortement que possible.

Il y a des Etats qui se sentent forts et suffisamment protégés par la situation existante. Ces Etats ne désirent pas prendre des engagements de garantie qui diminueraient leur liberté d'action internationale. Dans la question du désarmement, profitant de leur situation spéciale, ils poussent surtout au désarmement des autres, ce qui ne ferait qu'augmenter leur propre sécurité et pourrait leur donner la possibilité de jouer un rôle décisif dans les affaires du monde.

La troisième catégorie comprendrait les Etats auxquels, au point de vue des armements, une situation spéciale a été créée par les traités de paix. Ces Etats demandent à la Conférence du désarmement de leur donner l'égalité de traitement, ou par un nivellement général des armements en bas, ou en leur permettant de les augmenter au niveau qu'on fixerait aux autres. Ils demandent, par conséquent, une amélioration relative ou absolue, de la situation qui leur a été créée par les traités de paix. Cette question a été spécialement et d'une façon non équivoque traitée par l'art. 53 du Projet. Seulement, l'Allemagne a fait toutes ses réserves, et, à la Conférence de 1932, elle sera certainement soutenue par les autres puissances qui sont dans la même situation.

Une quatrième catégorie est formée par les Etats particulièrement préoccupés par la question de sécurité qui considèrent qu'il y a une interdépendance complète entre les problèmes de sécurité et celui du désarmement.

Une catégorie à part est formée par la Russie Soviétique. Il était difficile de s'en passer dans une Conférence Générale du désarmement quoiqu'en soit d'avance qu'il est impossible d'avoir avec eux une collaboration sincère ayant pour but la paix et le progrès universels et basée sur le respect des droits des autres. Il ne faut pas être trop pessimiste. Le travail préparatoire nécessaire est à peu près fait, et tous les gouvernements, surtout ceux de l'Europe, sont conscients que dans la situation actuelle un échec de la Conférence du désarmement diminuerait la confiance mutuelle et présenterait un grave danger pour les relations internationales de la plupart des pays.

Mais d'autre part, il ne faut pas se laisser aller à un optimisme exagéré. Malgré son importance énorme la Conférence Générale ne pourra réaliser qu'une première étape, et celle-ci, comme l'a dit fort raisonnablement le délégué du Japon, "sera probablement modeste." D'ailleurs, l'art. 1 du Projet de Convention indique que la compétence de la Conférence est assez restreinte. Elle n'aura qu'à régler la question de la limitation et seulement "autant que possible" de la réduction des armements. Mais ce qui est important, c'est que la Conférence ne se dissolve pas sans avoir réalisé des

accords sur les chiffres qui manquent au Projet de Convention.

Comment peut-on ne pas être persuadé qu'une loi naturelle pareille poussera les peuples à s'unir d'une façon semblable dans des grandes communautés continentales ou universelles; où il y aura une autorité supérieure qui fera cesser cet état d'anarchie internationale où la S.D.N. insuffisamment organisée et dépourvue de moyens, n'arrive pas à mettre de l'ordre.

Et ce problème du désarmement, qui cause tant de tracasseries aux gouvernements est en réalité un instrument puissant pour la réalisation de cet autre problème bien plus vaste, celui de la création des grandes communautés d'Etats. Plus on tâche de résoudre le problème du désarmement, plus on se convainc qu'il est indissolublement attaché à celui de la sécurité, et lorsqu'on se prend à résoudre le problème de la sécurité d'une façon complète et décisive, on est obligé d'envisager l'organisation d'une autorité supérieure qui pourrait définitivement garantir cette sécurité. Cette autorité supérieure qui, en formant les Etats, a tiré la société humaine de l'anarchie dans les rapports des individus, cette fois-ci, en formant les communautés continentales et universelles, elle fera cesser l'anarchie qui existe toujours dans les relations internationales.

C'est pourquoi les efforts faits pour donner une solution au problème du désarmement ont par eux-mêmes un effet bienfaisant. Et l'on doit de la reconnaissance à tous ceux qui, depuis onze ans, n'ont jamais fléchi dans leur foi, qu'il ne peut pas avoir d'obstacles insurmontables quand il s'agit d'organiser et d'assurer la paix du monde.

COMMANDER ADAMS, D.S.O., R.N.

Commander Adams, on behalf of the Secretariat of the League of Nations, gave an admirable summary of the Draft Convention, which is the outcome of the request of the 6th Assembly (1925) to the Council "to make a preparatory study with a view to a conference for the reduction and limitation of armaments."

Members of the Commission were the States members of the Council and certain other States in a special geographical situation, namely, Bulgaria, Finland, the Netherlands, Poland, Roumania, Yugoslavia, and subsequently Germany, the U.S.A., the U.S.S.R., Argentine, Chile, Greece and Turkey—in all, 27 States.

Mr. Loudon, Netherlands, was elected President at the first meeting in May, 1926.

At the 5th Session the Soviet plan for complete and universal disarmament was rejected, and the 6th Session adjourned after the German delegate had dissociated himself from the work.

The London Naval Conference met on December 31st, 1930, and the results were communicated to the Commission which completed its work on December 9th, 1930.

Two points were left incomplete: the first concerned the methods of application of the principles of the limitation of armaments by budgetary methods; the second, publicity in regard to that limitation.

A Commission of Budgetary Experts has produced a report on the methods of applying these principles.

The Draft Convention is only a framework, intended to serve as a basis for the work of the Disarmament Conference; no figures or dates are inserted and on the figures inserted will depend entirely what measure of reduction or limitation is actually achieved.

Commander Adams then ably summarised the draft convention itself, but unfortunately space does not allow of our reprinting his analysis. We urgently beg our readers to order the Draft Convention which can be obtained in English or French from the authorised Agents for League of Nations Publications in all countries. The Draft Convention deals with the

number of effectives, the period of service, limitation of material, in land armaments, naval armaments, air armaments.

Part III. deals with budgetary expenditure. This is not intended to afford a measure of comparison between expenditure on armaments of one country and that of another country, but to enable the same country's expenditure to be compared in different years.

Part IV. deals with exchange of information.

Finally, a Permanent Disarmament Commission is recommended and other articles deal with ratification, period of validity and re-examination.

MRS. INNES:

I wish, at the outset, to lay down clearly as a principle that Disarmament—and hence the coming Disarmament Conference—is an essential step on the road to peace.

The question before us—as I think we all realise—is: "How are we going to break this vicious circle of 'fear: armaments: armaments: fear: war.'" We must break it if we are going to secure peace and to save Europe.

Before passing to a consideration of how the Governments may use the opportunity which is in front of them in view of the coming Disarmament Conference, I must remind you of one other aspect of the question. We are often told that there can be no real peace without justice. We must not forget that by delaying disarmament we are fostering, in the nations forcibly disarmed by the Treaties at the end of the War, a sense of injustice, in the removal of which our national honour is involved.

The plans for reduction of armaments envisaged in the Covenant of the League of Nations were to be subject to revision at least every ten years. Eleven years have passed and the plans are just made in outline. How that outline is to be filled in will be settled at the Disarmament Conference which is to meet in February, 1932. The Disarmament Conference offers an opportunity such as has never before been open to the human race in all its troubled history. We of this generation have an opportunity to make a decisive step forward in the abolition of the age-long curse of war. Will that opportunity be taken?

The Preparatory Disarmament Committee decided to draw up a blank Convention or framework, classifying the armaments to be reduced, and defining the ways in which reduction might be brought about. It must be realised that this was its sole task. It was not its business to suggest the actual reductions or to insert any figures in the framework. It had to prepare an outline into which figures could be written.

When we come to Air Forces, we find that provision is made to limit the personnel, the number of aircraft and the horsepower, but not the size, and in this case, not the budgets.

The total budgets for Army, Navy and Air together, however, are to be limited, so that there is also indirect limitation of air budgets.

I have run through these technical points briefly, with an object. By realising them we realise that Disarmament by Agreement is technically possible, if the Convention is accepted.

A few other points must be noted—Provision is made for the exchange of information; the prohibition of poison gas warfare, subject to reciprocity; and the absolute prohibition of bacteriological warfare.

To meet fears of insecurity on a sudden threat of great danger, provision is also made for the suspension temporarily of the agreements come to, by any country giving immediate notice and explanation to the League. To many of us this seems a dangerous provision, for it leaves the country itself to judge of the threat to its

own safety, and to take action which may actually increase the risks by promoting a panic.

No agreement could be reached as regards the budgetary limitation of air armaments. This is specially serious, because it is confidently asserted that the next war will be in the air, and the refusal to limit air budgets is a sign of lack of trust in the security which reduction of armaments has to offer.

Secondly, several of the stages of agreement were not reached unanimously,—and in particular, one article was voted against by Germany, Italy, Turkey and Bulgaria. It was the clause providing that the coming Convention "shall not affect the provisions of previous treaties." Germany saw in this an attempt to renew the disarmament clauses of the Treaty of Versailles. Our representative, Lord Cecil, believes that the clause was designed to make safe the provisions of the Washington and London Treaties, and holds that it may even be taken as a sign that the Powers do mean to keep as an aim the Treaty level of disarmament measures—he thinks that Germany might take advantage of the clause to press this—but it remains a serious cause of disagreement.

Further, it is a matter of regret that while limitation of armaments is laid down as an obligation on all who sign the Convention, reduction is only to be carried out if possible. Limitation would check competition and is not worthless, but those of us who believe that the present very high level of armaments in Europe is a dangerous threat to peace, cannot be satisfied if considerable reductions are not also achieved.

The cost of armaments to-day is a colossal waste of the resources of civilisation. The burden of them in taxation presses heavily on every one of us. What a mad world it is, where, in the midst of the worst and most general economic depression known to history, we are between us casting £890 million each year into an abyss of unproductive labour, for the maintaining of armies, navies and air forces. In Europe alone we are spending £580 million a year, or over £10,000,000 a week. What mockery to do this in the name of security, when we have every ground to believe that piling up armaments brings insecurity and when it is obvious to the logic to the most elementary mind, that it is quite impossible for each nation to get security by each being stronger than his neighbour.

A great authority, Professor Madariaga, writing of the economic need for disarmament, expressed the conviction that reduction would so stimulate productive industry, as easily to make up for any temporary unemployment it might cause. President Hoover has recently stated his belief that "Proposals for a decrease of armaments would do more for economic rehabilitation throughout the world than any other remedy." And the reason for this is more than simply the colossal cost.

Next February, the nations will be at the parting of the ways. We know it. The nations may choose wrongly from cowardice, greed or lack of foresight. The women in every country, directly or indirectly, can do much to influence the result. But it is not easy. M. Ninchitch has warned us of too great optimism. It is a challenge for many to give up age-long prejudices, to renounce ingrained convictions, and to attain to a new outlook. It is our task to respond to that challenge in the interests of a new world order: a world order where international co-operation will take the place of national rivalries, as the normal method of conducting world affairs.

AFTERNOON SESSION: Monday, May 18th.

Resumé du Discours du PROF RUYSSSEN.

Les débats qui se poursuivent depuis dix ans sur les relations mutuelles de la sécurité et du Désarmement

n'ont pas été inutiles. Ils ont en effet réussi à convaincre la majorité de l'opinion publique que les deux termes, Sécurité et Désarmement, sont solidaires et qu'on ne peut, ni ne doit les dissocier. Si l'on excepte quelques milieux extrémistes, il n'est personne aujourd'hui pour nier que de puissantes conditions de sécurité sont indispensables pour rendre possible une réduction des armements et que, réciproquement, toute réduction des armements fortifierait sensiblement le sentiment de la sécurité. En autres termes, personne aujourd'hui ne croit possible un désarmement universel et complet, car celui-ci supposerait entre les nations un état de confiance qui est encore loin de régner, mais personne non plus ne conteste que le moment ne soit venu, en raison des progrès acquis par la sécurité, de réaliser tout au moins une première étape sur la voie de la réduction des armements.

Les orateurs précédents ont exposé avec précision l'état actuel de la préparation du désarmement; il importe maintenant de préciser quel est aujourd'hui le résultat des efforts poursuivis en matière de sécurité:

Garantie mutuelle	1923
Protocole rejeté	1924
Locarno	1925
Briand-Kellogg Pacte .. .	1928
Clause facultative	1928
Acte générale et assistance Financière.	1930

On objectera peut-être qu'en dépit de toutes ces garanties nouvelles, la guerre est encore possible. Sans doute; mais il convient de ne pas perdre de vue le Pacte même de la Société des Nations, antérieur à tous les engagements qu'on vient d'énumérer et qui demeure, en définitive, le plus décisif de tous. On a, en effet, depuis dix ans, tellement travaillé à boucher les fissures du Pacte et concentré l'attention sur le surcroît de sécurité que des conventions nouvelles peuvent assurer aux États, qu'on a fini par perdre de vue la base même du droit nouveau des nations, c'est-à-dire le Pacte de 1919. Or, les articles 10, 11, 12, 13, 15 et 16 du Pacte constituent déjà, en cas d'agression ou de menace d'agression, un ensemble très complet de mesures d'un caractère absolument nouveau, qui rendent assurément la guerre sinon tout à fait impossible, du moins infiniment plus difficile à déclencher que par le passé.

Toutefois, les hypercritiques ne manqueront pas de faire observer qu'à son tour le Pacte de la S.D.N. ne proscribit pas absolument toute guerre. On peut dire même que l'art. 15 réserve la possibilité juridique de la guerre, pour le cas où le Conseil n'aurait pu aboutir à un vote unanime sur un conflit soumis à son examen.

Il est vrai; mais il n'en reste pas moins que l'intervention du Conseil, en cas de conflit, constituerait pour un agresseur un facteur inquiétant d'une telle importance, qu'on a peine à concevoir qu'il se trouve un Gouvernement assez audacieux pour affronter cette menace.

Que se passerait-il en effet, en cas de conflit ou de menace de conflit? Ou plutôt que s'est-il passé en un cas pareil, par exemple lors de l'incident gréco-bulgare du 22 octobre 1925, au cours duquel des cas de guerre positifs s'étaient produits sur la frontière dans la région de Pétritch? Le Conseil, immédiatement convoqué par son Président, se réunit dans les 48 heures, invite les deux parties à retirer leurs troupes de chaque côté de la frontière, envoie sur place une commission d'enquête, établit les responsabilités, fixe les indemnités à payer. Bref, en quelques jours, il règle le conflit à la satisfaction générale. Quelles raisons y-a-t-il de penser que ce qui a été possible pour l'incident de Pétritch, serait impossible en cas de conflits nouveaux?

A quoi l'on objectera peut-être que l'incident de Pétritch ne concernait que deux petites puissances, sur

lesquelles l'autorité morale du Conseil, dans lequel toutes les grandes puissances européennes sont représentées, devait exercer une influence irrésistible. Sans doute; mais en admettant même qu'une grande puissance se rende coupable d'un acte d'agression caractérisé, que se passerait-il? Il n'y a aucun doute qu'il se trouverait un certain nombre de puissances, notamment des membres de Conseil, pour réclamer la convocation, soit du Conseil, soit même de l'Assemblée de la S.D.N. Or, l'organisation de Genève fonctionne depuis plus de dix ans avec une telle régularité, qu'on ne peut supposer un instant que le mécanisme cesse brusquement de jouer. Le Conseil se réunirait donc à très bref délai, voire l'Assemblée; et de deux choses l'une: ou l'Etat agresseur consentirait à comparaître devant le Conseil et à fournir ses explications; mais en ce cas, on peut dire que la cause de la Paix serait virtuellement gagnée, car l'agresseur qui reconnaît *ipso facto* la compétence de la Société des Nations dans le conflit résisterait difficilement à la pression morale du milieu exceptionnel que constituent le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations. Ou, au contraire, l'Etat agresseur refuserait de se rendre à la citation qui lui serait adressée; en ce cas, il soulignerait de la manière la plus évidente son caractère d'agresseur et il courrait la chance grave de voir se coaliser contre lui toutes les nations résolues à maintenir la Paix; il affronterait le risque de voir déclencher contre lui les sanctions prévues aux art. 16 et 17 du Pacte. Pareille éventualité serait si redoutable pour un Etat, si puissant fut-il, qu'on peut tenir pour invraisemblable qu'il s'en trouve aucun pour tenter une aventure aussi périlleuse.

Est-ce à dire que l'on puisse, dans ces conditions, tenir la sécurité pour absolument garantie en toute circonstance? Assurément non, et une certaine incertitude pèsera sur l'avenir de la paix tant qu'il n'existera pas un système de garantie mutuelle analogue à celui qu'avaient tenté d'instituer les Assemblées de 1923 et de 1924. On peut même, si l'on veut raffiner sur les difficultés, soutenir qu'un pacte de garantie mutuelle lui-même ne constituerait encore qu'une sécurité illusoire, puisqu'on peut toujours envisager le cas où un signataire violerait ses engagements les plus formels. Mais si l'on se laissait arrêter par de pareilles conjectures, l'exercice de la vie civile et politique tout entière deviendrait purement et simplement impossible. Il se conclut tous les jours des milliers de contrats, contrats d'assurances, contrats de mariage, baux de location etc., et chacun de ces engagements est évidemment exposé à la défaillance de l'une des parties. Mais cette éventualité n'empêche aucunement la vie civile et politique de poursuivre son cours. De fait, la bonne foi est plus fréquente que la mauvaise foi, pour la simple raison qu'elle est au fond plus sûre. La vie internationale ne saurait échapper à cette loi commune de toute vie sociale.

Qu'y avait-il, en effet, en 1914 qui pût servir à sauver la paix? Rien, absolument rien. Les Conférences de la Paix de 1899 et 1907 avaient excepté de l'arbitrage les conflits dans lesquels seraient engagés "l'honneur et les intérêts vitaux des Etats." A peine le Tsar Nicolas essayait-il un instant, de faire une allusion, d'ailleurs vague, à la possibilité d'une solution arbitrale. Et l'on vit pendant une semaine, les chancelleries affolées rechercher en vain—du moins celles qui désiraient sincèrement la paix—par quelle procédure: conférence internationale, conciliation, localisation du conflit, elles pourraient encore conjurer la catastrophe imminente.

Aujourd'hui, au contraire, il existe à Genève un organisme permanent, dont le fonctionnement a été éprouvé et qui entrerait automatiquement en jeu le jour où surgirait un conflit, ou une menace de conflit. Il faudrait être aveugle ou d'une mauvaise foi obstinée

pour méconnaître la puissance de ce facteur nouveau du Paix.

On se demande en vérité se qu'il faudrait pour satisfaire enfin ceux qui ont toujours à la bouche ces mots : sécurité, et encore sécurité, et l'on en vient à se demander si leurs exigences indéfiniment accrues ne sont pas le signe d'une pusillanimité incurable et d'une véritable maladie de la volonté d'agir.

Lourde serait la responsabilité des hommes d'Etat qui, méconnaissant les progrès magnifiques obtenus depuis douze ans en matière de sécurité, hésiteraient à réaliser enfin une première étape, fût-elle modeste, sur la voie du Désarmement!

ADMIRAL DRURY LOWE:

I believe that *everyone* wants peace. A certain number are determined to work for it, but unfortunately the majority are apathetic. They have forgotten what the great war should have taught. It was for that reason that ten years ago I left the Navy to work for Peace. For 35 years I prepared for war. I now know what modern war means and I am determined to try to prevent another.

The reasons which actuate me are:

1. The complete futility of war as a means of settling international disputes.

2. The colossal waste of war resulting inevitably in general poverty, misery, unemployment, and world financial and economic depression from which we all suffer.

3. The devastation and destruction caused by modern warfare, which in this century must be a war of nations. In the 20 years' war ending in 1815, Great Britain's losses in killed and wounded and from disease were 400,000. In four years of modern war we lost over three million.

By the Briand-Kellogg Pact, the old world has renounced war and has pledged itself to settle its differences by pacific means. The organisation of the instrument to effect this peaceable settlement of national differences is almost completed, and the Foreign Ministers of all the European countries unanimously declared at Geneva last January that they are prepared to employ this instrument drawn up by the League of Nations and to prevent all recourse to force.

Why, then, are there armaments? Are they still necessary?

Each country states that they are purely for defence. Who, then, is the enemy if each nation has renounced war? Each nation declares that it is not.

The common enemy is fear and suspicion. The international situation to-day is full of difficulties, but the situation will not be improved by increased armaments. On the contrary, it is because armaments increase fear and suspicion that it is essential they be reduced.

A general reduction would be the best proof of the sincerity of the Governments in their renunciation of war. At the same time we must face realities, and it is a fact that complete disarmament would not guarantee peace so long as fear and suspicion exists. We must wait for moral disarmament.

Each nation demands security; each nation desires to be free from danger. Security will not be achieved as long as each nation depends on its own strength alone. This must produce rivalry in armaments and war. The only way to achieve security is by joining the League of Nations in organised and collective action against aggressors. The aggressor is that country which refuses a pacific settlement and has recourse to force. That State is the common enemy.

The most powerful weapon of the League and of its authority is economic sanctions—the isolation of the common enemy.

In the past, we defined Patriotism as the duty of each individual to defend his country if it was attacked. The new Patriotism is the duty of each individual and of each nation to come to the aid of the world-community if one member of that community breaks its solemn covenant and tries to reach its ends by force of arms.

The importance of the universal Disarmament Conference summoned for February, 1932, cannot be overstated. The object is to secure a general reduction in armaments by all the armed nations and not an increase in the armaments of the nations disarmed by the Treaty of Versailles. The promise made then to Germany that the reduction in armaments would be general must be kept.

What ought we to ask for? The Draft Convention has been explained to you by Commander Adams. I suggest four simple objects we can all support and work for:

(a) A general budgetary reduction, that is, a reduction in expenditure on land, naval and air armed forces. This is comprehensible to everyone. A 25% reduction of the total world expenditure should be urged.

(b) General reduction in war material.

(c) Air forces should be made international.

(d) A permanent Disarmament Committee should be set up at Geneva.

The situation at the moment is critical and we dare not relax our efforts. What is the alternative to disarmament? Increase in armaments and war.

Here is part of the Resolution which is to be proposed for unanimous adoption by the forthcoming Congress at Budapest of the International Federation of League of Nations Societies:

"The Federation of the League of Nations Societies believes that it is indispensable for the League of Nations officially to recognise the principle of equality in regard to disarmament as between the defeated and the victorious powers, and that the Disarmament Conference in 1932 should begin to make this equality a reality."

For centuries war has been recognised as the established way of settling international disputes. We now challenge this and call on youth to tackle this Frankenstein of Modern War. We do not accept war as a means of arranging conflicts: we ask the following question of Youth: In any dispute in which your country may be engaged, when the League of Nations says "Stop," are you prepared to support the League?

War is international madness, and can only be cured by international sanity. The world demands guidance—a master-spirit to lead humanity. All the nations are a family under an Infinite God who is above all religions and creeds. This should unite the nations into a fraternity which would spell the end of war. Do women realise it?

This is God's World. We implore Him to grant us Peace as if He refuses it. He does not refuse it. Peace is ours if we desire it now and in the future. If the public opinion of the world demands peace, it will get it. A great step forward is to insist on the reduction of armaments. Go back to your own countries and work for this, and if at times you are discouraged, take heart. Lift up your eyes to the hills. Remember the words "How beautiful upon the mountains are the footsteps of those who bring good tidings, who publish Peace."

MME. RAMONDT HIRSCHMAN.

L'armement et le chômage paraissent dans le monde comme deux maladies contagieuses et presque incurables. Il faut trouver les moyens qui mènent à la guérison. Quant à l'armement, même les petits pays très pacifistes

y prennent une part alarmante. La Suisse en 1929 y a dépensé 19 milliards de francs suisses, c'est à dire quatre fois la somme que Bismarck a exigée de la France en 1871, l'équivalent de 6000,000 Kgr. d'or. En Belgique, lorsque je quittais mon pays, on discutait dans le parlement sur une somme de 600,000,000 de fcs. belges afin de bâtir des forteresses le long des frontières, comme continuation des forteresses en France.

Les dépenses dans le monde entier sont de 85000,000,000 par an pour le préparation d'une nouvelle guerre, c'est à dire 70% de plus qu'en 1914. Tout cela comme garantie de sécurité et de paix! Et l'Europe épuisée, souffrante et appauvrie, avec des millions de chômeurs, pour la plupart dans un état déplorable, se trouve justifiée à gaspiller plus d'un million de livres sterling par semaine.

A qui les attribuer?

Un de nos périodiques assez conservateur exprimait l'autre jour l'opinion qu'il fallait les attribuer "aux manipulations obscures de quelques éléments en 'Big Business'" et y ajoutait, "il faudrait attaquer ces éléments, les déraciner si l'on voudrait faire des éloges sur la paix autre chose que des mots vains et des aspirations ardentes vers une pax durable autre chose qu'un idéal absolument inaccessible."

Cependant ce même Big Business commence lui aussi à souffrir des conséquences de ses actes!

Notre structure économique paraît fort labile—on le reconnaît partout, on tâche de la stabiliser, et l'on introduit le système le plus funeste pour l'avenir économique mondiale, celui des tarifs douaniers. Des barrières inaccessibles entourent les pays, provenant, il est vrai, de la pression économique, mais sans qu'on se rende compte qu'ils augmentent les frictions entre les pays, ce qui en dernière instance pourra produire des effets désastreux. Un pays n'est plus un endroit qui peut exister indépendamment du reste du monde, les problèmes nationaux commencent de plus en plus à être des problèmes internationaux.

Le monde entier se trouve dans une situation nouvelle, qui s'est préparée depuis la seconde moitié du 19ème siècle, lors que les inventions et les découvertes scientifiques ont substitué à l'initiative individuelle la méthode mécanique, sans que les ouvriers eux-mêmes en profitaient—bien au contraire.

Dès le début, il y a eu des victimes du point de vue moral aussi bien que matériel. Le reveil de la classe ouvrière en provient, reveil coïncidant avec celui des femmes, pour la plupart, par les mêmes causes. Par suite du fait que cette réaction fut la conséquence d'une manque de jugement et de sentiment humanitaire absolu, on aurait pu, dès le début s'attendre à un développement infiniment grave de la situation économique en route pour une crise qui la guerre a précipitée.

Pendant la guerre, les industries se réorganisaient afin de parvenir à un maximum de production militaire. Après l'armistice, la production énergétique des premières nécessités se présentait comme chose urgente et il y avait du travail en abondance aussi pour les hommes revenant du front. Cependant la production bien vite devenait surproduction, non pas, dans la plupart des cas, parce qu'on n'avait pas besoin des produits, mais parce qu'il n'y avait plus moyen d'acheter. Grande déception pour les spéculateurs!

Le nombre des marchés diminue, les fabriques s'augmentent, surtout dans les pays formés ou élargis par les traités de paix, qui ressentent le désir d'indépendance économique. La concurrence prospère; les produits s'amassent, et les masses appauvries ne peuvent plus acheter. Par conséquent, réduction de la production, démission d'ouvriers. Or, ce n'est pas tout. La rationalisation se développe d'une façon inattendue. Encore démission d'ouvriers.

La Russie, en introduisant son projet quinquennal, a besoin d'usines. Les machines et les instruments sont commandés à l'étranger (ce qui pendant un certain temps donne du travail), mais afin de les payer, la Russie parvient à une exportation de différents produits à prix très modérés. Nouvelle conséquence, encore démission d'ouvriers. Les Etats-Unis se mettent à clore leurs frontières, de sorte que ce vaste pays ne sert plus guère de débouché à l'Europe. Le chômage devient inquiétant—à peu près vingt millions de chômeurs. C'est à dire au moins 60 à 70 millions d'êtres humains à qui les nécessités les plus simples manquent. Les gouvernements nationaux et municipaux organisent le secours matériel autant que possible, cependant restreint à l'extrême par manque d'argent. On parle de grands travaux, mais les fonds manquent. Seule une coopération intense et internationale pourrait porter la solution—une réorganisation économique fondamentale, dans laquelle la production, comme l'échange des produits et des matières premières, seront réglés d'une façon rationnelle et internationale.

Quelles sont les conditions qui pourraient créer une telle coopération? La bonne volonté, la confiance parmi les nations, la preuve qu'on est prêt à coopérer et à renoncer à toute idée de s'enrichir aux frais de son voisin, soit ce pays ou homme. Et encore, il faudra pouvoir disposer de sommes énormes.

Que fait-on afin de créer cette confiance et afin d'avoir à sa disposition l'argent nécessaire? Non seulement on crée des barrières douanières toujours plus formidables, qui tendent à une séparation hostile et absolue, mais encore on construit des barrières militaires qui affrontent toute idée de confiance dans la bonne foi du pays voisin, et qui dévorent des sommes immenses. Et tout cela se fait malgré la Société des Nations, malgré Locarno (déjà presque oublié) malgré la clause facultative de la Cour Mondiale à La Haye, malgré les garanties des différents traités, malgré l'Acte Général, malgré pardessus tout le traité Kellogg-Briand.

On se demande où l'aveuglement causé par la crainte et la méfiance nous mènera! A nous de préparer l'opinion publique; à nous d'éveiller chaque individu à sa responsabilité; à nous de témoigner de notre bonne volonté non seulement passive, mais surtout active, à nous d'exprimer notre ferme conviction que la sécurité ne provient que de moyens constructifs et non d'armements.

MME. ATANASSIEVITCH.

Je suis obligée tout d'abord de m'excuser de mon intention de vous introduire dans un domaine abstrait, dont le plupart des hommes se méfient, l'appréciant trop peu positif, c'est à dire du point de vue philosophique.

Le mouvement des femmes pour acquérir tous les droits qui leur appartiennent, en tant qu'êtres humains conscients, se base incontestablement sur un mobile profondément moral et ortologique, en dernière analyse. De plus, la tendance des femmes, éveillées par le souffrance et par le connaissance, à faire avancer leur vie personnelle et à améliorer leur situation, dans toutes les phases de son développement s'est affirmée comme sociale et pacifique par excellence. Car cette tendance à toujours été strictement fondée sur le principe du respect de la personnalité, de l'indépendance et de la dignité d'autrui.

Donc le féminisme est l'action sociale et morale qui a pour but de délivrer la femme de la subordination dans laquelle l'ont maintenue, durant de longs siècles, des préjugés contraires à la nature; il a pour but de dégager les femmes des obscurités et des restrictions des lois injustes. Comme tel, le féminisme sous-entend l'infailibilité de l'idée que tout être humain est inattaquable et inviolable. En d'autres termes, en

acceptant l'idée que tout être humain est la fin en soi, le féminisme travaille à la réalisation de rapports plus normaux entre les hommes, qui une fois pour toutes rendront impossibles d'abuser physiquement et moralement de son prochain.

On ne peut mettre en doute que l'idéologie du féminisme soit hautement idéaliste, car il est certain qu'elle fait appel à ce qui est le plus généreux dans l'âme d'un être conscient. Par l'épuration des notions et des dogmes surannées sur les femmes, elles apaisent l'animosité, écartent les injustices, corrigent les erreurs intellectuelles et morales. C'est l'influence directe et importante des féministes sur le développement du pacifisme. Ainsi les féministes renforcent les sentiments chrétiens, et créent les conditions d'un ordre sociale plus rigoureux qui sera également bienfaisant et salutaire à tous les membres de l'humanité.

Les vraies féministes savent que c'est une obligation morale de réagir au mal, et de s'efforcer qu'il soit corrigé. Même en reconnaissant dans leur for intérieur toutes les difficultés que doit surmonter celui qui essaie d'apporter une lumière salutaire dans les relations des hommes, elles agissent, néanmoins, selon le principe tragiquement idéaliste du philosophe Guyen: "Penser comme un sceptique, agir comme un croyant."

Comme mères et comme institutrices les femmes qui se sont élevées par une connaissance altruiste au-dessus de la scène des discordes et des persécutions inspireront à leurs enfants le sentiment et la conscience morale qui les feront voir que les hommes n'existent pas dans ce monde pour s'exterminer mutuellement. Elles leur enseigneront que le devoir de l'homme est d'aider ses semblables et de collaborer loyalement et amicalement avec eux.

Quand un homme possède l'indépendance, et quand aucune injustice ne l'opprime, il n'a plus aucune raison de se révolter contre l'indépendance de son prochain. De même, un peuple libre n'a aucun droit de s'immiscer dans les domaines étrangers, poussé par la convoitise et par le désir du lucre. Si un tel désir s'éveille en lui, le devoir des autres est de l'étouffer. Par bonheur, notre époque se distingue des époques écoulées en ce qu'elle possède un certain contrôle international de la justice, la Société des Nations.

Le programme du féminisme par un de ses points essentiels coïncide avec les spéculations et les aspirations des grands pacifistes, philosophes et fondateurs des religions. Ce fait rend évident la hauteur morale et sociale du mouvement féministe.

MME. THEODOROPoulos

La Commission d'études de l'Union Européenne constituée par la S.d.N. a adopté à l'unanimité dans sa 2e session de Janvier de cette année une déclaration présentée par les délégations allemandes, britanniques, françaises et italiennes, qui est une proclamation solennelle de la volonté pacifique des gouvernements représentés. C'est la plus récente de ces déclarations officielles qui se répètent à intervalles régulières depuis la signature du Pacte Kellogg. Toutefois, malgré toutes ces assurances de la part des puissances les plus importantes, l'inquiétude de l'opinion publique au sujet d'une nouvelle guerre devient de jour en jour plus angoissante. La Conférence du Désarmement est déjà proche, et malgré cela on ne fait que constater partout les augmentations des budgets militaires, les perfectionnements des armements, des inventions de nouveaux moyens de destruction. La Paix se dresse devant nous comme un faisceau de problèmes qui s'enchevêtrent et dont on cherche la solution par des études scientifiques, par des réunions officielles internationales, par des combinaisons diplomatiques. On est arrivé enfin à considérer l'union européenne comme une première étape vers la réalisation de la paix

universelle. Cette union comporte elle-même un grand nombre de problèmes étroitement entrelés, de sorte qu'on n'en peut envisager l'un sans considérer tous les autres. Par où devrait-on commencer? Par l'union politique ou bien par une organisation économique? Le désarmement serait-il une condition préalable de l'Union ou bien une conséquence? Dans cette même session on a reconnu que les conditions préliminaires du succès de l'Union seraient une organisation économique de l'Europe, qui, prenant en considération les recommandations formulées par la Conférence Economique de 1927, réduirait les barrières douanières et mettrait en vigueur une convention commerciale par laquelle la crise économique pourrait être surmontée. Ne nous trompons pas. Pour l'organisation actuelle de la société la pierre angulaire sur laquelle est basée toute la politique de notre siècle c'est le problème économique. Mais plus les intérêts sont divergeants, plus les concurrences sont aiguës, plus l'organisation économique devient difficile. Ainsi se présente, comme plus facilement réalisable l'organisation des états par régions. Là aussi se présentent les mêmes problèmes, mais moins complexes. On les voit de plus près, on les comprend mieux, on peut les discuter plus fréquemment, et on arrive ainsi plus facilement à créer une atmosphère d'entente mutuelle. C'est ainsi que l'union entre les pays qui forment la péninsule Balkanique, pays qui se rapprochent par l'histoire, par les traditions, par les mœurs, par les conditions climatiques, par la culture, se trouve aujourd'hui au premier plan.

La nécessité de l'Union entre ces pays, idée qui date de plus d'un siècle, a été solennellement proclamée à la Conférence de la Paix à Athènes en 1929. Elle a déjà fait depuis lors des progrès énormes. Dans la première Conférence Balkanique à Athènes en Octobre 1930, tous les problèmes qui séparent les pays Balkaniques ont été envisagés. A l'ordre du jour de la prochaine Conférence, qui aura lieu en automne à Constantinople, on discutera sur les questions les plus épineuses, parmi lesquelles la question des minorités. On est déjà arrivé à formuler des projets sur une union douanière, sur une banque balkanique, sur les communications, l'union postale. Tout dernièrement un avant-projet très-intéressant et très détaillé d'un Pacte Balkanique a été élaboré par le professeur Spiropoulos. Tout ce travail déjà accompli ne représente jusqu'à ce moment que le résultat de l'initiative privée, que les gouvernements suivent avec bienveillance sans aucun engagement officiel. L'expérience acquise servira plus tard à l'union plus étendue de tous les Etats Européens, union qui elle-même ne serait qu'une étape vers une organisation mondiale. Mais il y a encore un argument très puissant en faveur des unions régionales, c'est qu'elles trouveront parmi les femmes un appui très fort. Les femmes—je parle de la grande masse surtout dans les pays où elles n'ont pas encore pris une part active dans la vie politique de leurs pays—ne peuvent pas s'intéresser facilement à un mouvement dont la portée leur échappe, comme par exemple une organisation économique de l'Europe entière, mais elles peuvent très bien comprendre ce que c'est que de communiquer facilement et à bon marché avec nos voisins, à échanger sans de gros frais des produits de nos pays respectifs, etc. Elles comprendront surtout que ce serait fini avec ces guerres interminables entre nos pays avoisinants.

Mais pendant que tout ce travail organisateur s'évalue dans la S.d.N. pour l'Union Européenne, et dans les pays Balkaniques pour une union régionale, nous n'avons comme garantie contre une nouvelle guerre que des déclarations officielles des commissions et des sous-commissions d'études qui s'occupent à discuter tous ces problèmes à leur aise pendant des années et des années, laissant le temps aux grands

profiteurs de la guerre de faire leurs affaires en perfectionnant les moyens de destruction et d'attiser les haines entre les peuples par une presse mercenaire qu'ils tiennent entre leurs griffes. Devant cette diplomatie de cabinet, ces études scientifiques interminables des questions les plus vitales et les plus urgentes, nous, femmes, nous présentons comme une force de volonté. Cela nous est parfaitement égal de quelle manière les états arriveront à désarmer, pourvu qu'ils le fassent. C'est leur devoir de le faire. La guerre, ils l'ont mise hors la loi. La guerre nous disons toujours que les hommes la font. Eh bien! Ce n'est pas vrai. Les femmes font la guerre tout autant que les hommes. Sinon par des moyens politiques, du moins par leur influence morale. La guerre, c'est les armées, les états-majeurs, c'est des hommes. Et ces hommes ce sont nos fils. Insistons que la conscience de tout citoyen soit respectée, qu'il lui soit donné la possibilité de choisir entre un service d'extermination et un service de construction, un travail de solidarité sociale. Nous devons faire comprendre à ceux qui préparent sournoisement un nouveau massacre humain qu'ils ne pourront plus compter sur le service féminin en temps de guerre. Toute femme qui offre son service dans les usines de munitions, dans les bureaux, dans les hôpitaux même, est responsable de la vie d'un homme qu'elle envoie au front en le remplaçant. Eh bien, nous n'en voulons plus de ce patriotisme meurtrier. Aucune femme ne devrait plus se laisser souiller les mains de sang humain. Les forces destructives de l'humanité auront contre elles le front unique des femmes, un front invulnérable par les canons et les mitrailleuses et les gaz asphyxiants. Ce n'est pas une organisation scientifique qui cherche du fonds d'un bureau la solution des questions les plus vitales de l'humanité. Ce n'est pas une réunion internationale de diplomates où chacun cherche à faire peser la balance de son côté. C'est une force de l'âme au-dessus des intérêts particuliers, au-dessus des intérêts nationaux.—Une force de vie contre les forces de la mort. Et la vie vaincra.

RESOLUTIONS

Résolution de Désarmement.

La Conférence de l'Alliance Internationale des femmes exprime sa profonde satisfaction à l'annonce de la Convocation de la Conférence du désarmement pour Février 1932. Elle compte que celle-ci répondra à la grande espérance des peuples en réalisant une première et importante réduction des armements.

Le Traité de Versailles qui a désarmé certaines nations ne l'a fait que comme prélude d'un désarmement qui doit être universel. Le Pacte de la Société des Nations l'a solennellement promis et le Pacte Briand-Kellogg a prononcé la condamnation de la guerre.

Ne pas réaliser une large réduction des armements constituerait une violation des traités pouvant entraîner de nouvelles catastrophes. Au contraire, si les Gouvernements représentés à la Conférence de 1932 réalisent un véritable commencement de désarmement, les garanties de la Paix en seront considérablement accrues. Et les gouvernements agiront ainsi si les peuples, dont les femmes sont un des principaux éléments, les y obligent.

Résolution Economique.

La Conférence de l'Alliance Internationale des Femmes constatant que la crise économique mondiale marque la faillite des anciennes méthodes de concurrence commerciale et financière appuie de tous ses moyens les efforts faits par la Société des Nations pour

réaliser un système de coopération internationale. Elle demande que les décisions des Conférences économiques soient appliquées et s'adresse tout particulièrement à ses Sociétés européennes en leur demandant d'intensifier leur activité, car il est certain qu'une Europe qui n'est pas économiquement organisée compromet la paix mondiale.

Participation des Femmes a la Conférence du Désarmement.

Cette Conférence de l'Alliance Internationale des Femmes émet le vœu que les femmes prennent part aux délégations officielles à la Conférence du Désarmement au mois de Février 1932, et fait appel aux femmes de tous les pays d'intervenir auprès de leurs gouvernements pour assurer cette participation.

Disarmament.

This Conference of the International Alliance of Women expresses its profound satisfaction that the Disarmament Conference has been called for 1932 and counts upon it to fulfill the hopes of the nations by securing a first and important reduction in armaments.

The Treaty of Versailles disarmed some nations as the first stage of universal disarmament. The Covenant of the League of Nations solemnly promised disarmament and the Briand-Kellogg Treaty denounced war. The failure to realise a large reduction in armaments would be a violation of treaties and might lead to new catastrophes. If, on the other hand, the Governments represented at the Conference of 1932 secure a genuine beginning in armament reduction, the guarantees of Peace will be greatly strengthened. And the Governments will do so if the peoples, of which women form a large part, oblige them to do so.

Economic

This Conference of the International Alliance of Women, conscious that the economic world-crisis demonstrates the failure of the old methods of commercial and financial rivalry, supports with all its force the efforts made by the League of Nations to secure a system of international co-operation. It demands that the decisions of the Economic Conferences shall be put into practice, and especially asks its affiliated societies in Europe to intensify their efforts to this end, since it is certain that a Europe economically unorganised is a menace to world peace.

Participation of Women in the Disarmament Conference.

This Conference of the International Alliance of Women declares that women should form part of the official delegations to the Disarmament Conference in February, 1932, and calls upon women in all countries to urge upon Governments the necessity for this participation.

Abrüstungs-Beschluss.

Die Konferenz des Weltbundes spricht ihre Befriedigung aus über die Einberufung der Abrüstungskonferenz von 1932. Sie rechnet damit, dass diese Konferenz durch eine erstmalige, sofortige wesentliche Rüstungsminderung die Hoffnungen der Völker erfüllen wird. Der Vertrag von Versailles hat einzelne Staaten entwaffnet, als Anfang einer herbeizuführenden allgemeinen Abrüstung. Der Vertrag des Völkerbundes hat diese Abrüstung feierlich versprochen. Der Briand-Kellogg Pact hat die Verurteilung des Krieges ausgesprochen.

Wenn jetzt nicht weitgehende Verminderung der Rüstungen herbeigeführt wird, so würde dieses einen Bruch der Verträge bedeuten und die Gefahren neuer

ein Gesetzentwurf zur Einführung einer militärischen, nicht nur körperlichen Erziehung erscheinen—obzwar wir daran zweifeln dem Standpunkte entsprechend, den der Minister bei der Vor-sammlung des Budgetausschusses in Dezember 1930 kundgegeben hat—so wird von allen Friedens- und Frauenorganisationen eine grosse Gegenaktion vorbereitet. Die Friedensktion der Tschechoslovakischen Zweiges der Alliance hat sich an der grossen Unterschriftenaktion der Internationalen Frauenliga für Freiheit und Frieden behufs Weltabrüstung beteiligt. Sie hatte allen ihren beigesellten Vereinen besondere Aufrufe mit Unterschriftenbogen abgesandt und sorgt eine möglichst grosse Anzahl von Unterschriften zu gewinnen. In der Tschechoslovakischen Republik wurden in einem halben Jahre 15,000 Unterschriften gesammelt.

Die Friedensbotschaft der Kinder von Wales wird jedes Jahr in den Schulen, durch Zeitungen und durch das Radio verbreitet.

Die Friedensarbeit in der Tschechoslovakerei wird immer von der Tschechoslovakischen Aussenpolitik und vom Geiste des Präsidenten Masaryk unterstützt.

Das bezeugt unseren Friedenswillen; und solange Präsident Masaryk an der Spitze unseres Staates steht, wird diese Gewissheit nur gestärkt, dass wir sie verbürgen können.

Egypt.

A short Report was sent, but to our great regret the page containing the suggestions for the realisation of Peace was missing and we have not been able to wait for the second copy which we have asked for. We are only able therefore to give the greetings and apologies of the Union Féministe Egyptienne, and a timely reminder that international organisations, such as the Alliance, must remember that there is another point of view besides that of Europe and that the other great continents must not be forgotten.

Pologne (Déléguée: Mme. Anna Szlagowska).

L'Association des Femmes pour le Service social en Pologne, dont je préside la Section Internationale, étant en outre membre de la Commission de la Paix de l'Alliance, compte presque 4000 membres dans toute la Pologne. Nous avons tous les droits de vote et d'éligibilité, nous avons 13 députés à la Diète et 4 sénateurs femmes, néanmoins nous n'avons pas une égalité complète.

Les femmes polonaises croient sincèrement que la paix mondiale est aux mains des femmes; nous collaborons donc ardemment avec les organisations internationales féminines pour la paix. Quant à l'idée du désarmement, nous sommes d'avis que le désarmement dépend de la sécurité, et la sécurité n'est pas encore réalisée. Le Pacte Briand-Kellogg condamne le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renonce. La conséquence directe devrait être le désarmement universel. Les armes sont inutiles quand on renonce vraiment à la guerre. Néanmoins les gouvernements qui ont signé le Pacte persistent à s'armer les uns contre les autres, donc la renonciation à la guerre n'a pas encore aucune valeur réelle, ce qui enlève dans l'esprit des populations du monde toute confiance dans la sécurité, qui devrait résulter du Pacte. Et le désarmement repose sur une confiance absolue dans la sécurité: c'est pour cela que l'idée du désarmement reste encore dans le domaine des espérances. Surtout les pays qui ont pour voisins des Etats qui n'appartiennent pas à la Société des Nations n'ont aucune sécurité garantie. C'est indispensable que la S.d.N. réunisse dans son sein toute l'humanité, pour que ses pactes soient obligatoires pour tout le monde, et puis les femmes de tous les pays doivent faire une vive propagande, un puissant mouvement de l'opinion publique, pour que les pactes conclus entre les nations soient vraiment respectés. La Pologne si douloureusement éprouvée pendant la guerre mondiale désire ardemment la paix et collabore vivement avec la S.d.N. pour la réalisation de cet idéal.

Je dois mentionner ici que les femmes polonaises ont organisé cette année-ci une association des femmes slaves en Pologne qui s'est entendue avec les femmes slaves d'autres Etats pour organiser un congrès slaviste à Varsovie dans ces jours-ci. Ce Congrès aura pour but l'organisation d'une Union Inter-Slave pour coordiner les efforts de toutes les organisations des divers pays slaves en matière de rapprochement mutuel dans le but de se mieux connaître et de se mieux comprendre. Peut-être alors cette union contribuera à l'éclaircissement de ces différends qui existent encore entre certaines nations slaves. Cette Union contribuera aussi sans doute à l'action des associations internationales surtout dans le domaine de la paix mondiale, qui a cessé d'être utopiste et qui est aujourd'hui dans la période de sa réalisation.

France (Déléguée: Mme. Malaterre-Sellier).

Les collaboratrices Françaises de la Commission de la Paix de l'Alliance Internationale des Femmes se sont vivement réjouis de voir mettre à l'étude des réunions de Belgrade les deux importantes questions du Désarmement et de l'Union Européenne. En effet, ces deux questions apparaissent comme devant dominer pendant quelques mois toutes les préoccupations et aussi tous les travaux de la S.d.N. Les associations pacifistes Françaises

et au premier plan les associations Françaises pour la Société des Nations préparent une active campagne en vue de la conférence du désarmement de Février 1932.

Nous pensons que les femmes pourront prendre une très active part à cette campagne et nous nous réjouissons d'étudier à Belgrade, d'accord avec les femmes de tous les autres pays, ce qui pourra être fait pour que l'action féminine s'exerce avec force sur la conférence du désarmement.

Quant au problème de l'Union Européenne, la France, comme les autres pays, en comprend l'urgence et la gravité, car la crise économique actuelle est le résultat de l'état d'anarchie dans lequel se trouve l'Europe. De cet état d'anarchie, la femme gardienne du foyer sent douloureusement les contre-coups, car il lui est de plus en plus difficile d'équilibrer matériellement la vie familiale. Les femmes doivent donc en raison même de leur intérêt personnel, comme de l'intérêt qu'elles portent à la Paix du Monde être les meilleures ouvrières pour la constitution d'une Union Européenne qui, ne devant être dressée contre aucun autre continent, sera profitable à la paix mondiale.

PUBLIC MEETING.

The Conference concluded with an enthusiastic and crowded meeting under the presidency of Dr. Mira Vodvarka-Koconda, of Zagreb, who, in her moving opening speech described Harmony as mankind's ideal, a harmony impossible to achieve without constant unwearying effort. In this effort woman, by freeing herself from age-long restrictions of custom, is now ready to play a worthy part.

Mrs. Corbett Ashby, President of the Alliance, followed and traced the ideals and work of the Alliance for the full citizen responsibility of women. A great welcome was given to Senator Plaminkova, well known to Belgrade audiences, who in brilliant fashion analysed the fear of war and the futility of any country endeavouring by its unaided efforts to suffice for its own defence. She ended thus: "In 29 countries, including the United States of America and Russia, with populations of over 100 millions, women have equal political rights and are a decisive political factor. In other countries women have great influence which, if not decisive, is at least not negligible. Forward then in defence of the generation you have borne! Forward in defence of international peace and safety!"

Mme. Malaterre in an eloquent speech coupled the idea of peace with active work for woman suffrage, and gave an interesting account of the French peace and suffrage movement.

Miss Morgan, as Chairman of the Peace Committee which has organised the Conference, closed it by summing up its aims and achievements:

Of first and basic importance is international co-operation. That is evidenced here by our presence—on the one hand those who have had the courage to make long voyages to come to this meeting, on the other by the cordial and generous welcome which they have received,—a welcome none the less hearty because of the patience with which each one has used the medium of a language not her own. For advice and for information we have called upon experts from the League of Nations. There is a particular reason for that. The Disarmament Conference, which is our principal subject of study, has been called by the League of Nations. We have begun by a study of the world crisis. M. Delaisi and Frau Ulich Beil have described it in a session which was brilliantly interesting, but which left me with a heavy heart. It seems to me that, from the conclusion which they drew, an organized international co-operation is urgently demanded. The time has come not only for the expression of sentiment, and for high-sounding words, but for a customs union, even of the United States and Europe. Our speakers have emphasised the need for something much greater than a union purely European.

Mme. Pateff, from Bourgas, Bulgaria, was listened to with great interest. She made an eloquent appeal

for a new conception of justice and fraternal love as the only basis for lasting peace.

We regret that space does not permit of any account of meetings in other towns of Jugoslavia, where a warm welcome was extended to those members of the Board who were able to make brief tours, notably the President, Mrs. Corbett Ashby, Mme. Plaminkova of Czechoslovakia and Mlle. Gourd of Switzerland.

THE AUGUST NUMBER.

Owing to the space required for the Peace Conference News, we have been obliged to hold up a good many items of general interest. The August number will contain, among other features, an article on The Spanish Republic and Feminism, and an authoritative review of Mrs. Strachey's important book on Dame Millicent Fawcett.

Just Published

MILlicent GARRETT FAWCETT BY RAY STRACHEY

'This gracious and judicious biography.'
—*Morning Post*.

'A fine book.'—*The Times*.

'A brilliant and engaging picture.'—*Daily Mail*.

With 10 Illustrations.

15s. net.

JOHN MURRAY

WADSWORTH & CO. THE RYDAL PRESS KEIGHLEY

MAGAZINE AND GENERAL PRINTERS

Reports, Catalogues and Pamphlets
Specialised.

Estimates given for all kinds of Printing.

The Temporary Office of the Alliance in Geneva during the Assembly of the League of Nations will be open from September 1st to 30th at 6, rue de Saussure, first floor. All visitors will be welcome.

THE FORTY-FIFTH INDIVIDUALIST LUNCHEON WEDNESDAY, JULY 8th, 1931 SPEAKER: DR. NICHOLAS MURRAY BUTLER (PRESIDENT COLUMBIA UNIVERSITY, N.Y.)

Hotel Victoria, Northumberland Avenue, W.C.2. Tickets 5/- from Sec., 53, Victoria Street. Tel.: Vic. 0850.

THE WAYFARERS TRAVEL AGENCY.

(FOUNDED IN 1920 BY GEOFFREY FRANKLIN & DAVID GOURLAY)

Managing Director:
David Gourlay.

Directors:
The Hon. Mrs. H. Franklin.
Norman W. Hatton.
Francis F. L. Birrell.

33, GORDON SQUARE,
LONDON, W.C.1.

Museum 2312.

PARIS:

1, Rue d'Alger.

NEW YORK:

19 West 44th Street

TICKETS.

TOURS.

PASSAGES.

Travel Arrangements Made to All Parts of the World.

A STAFF OF EXPERIENCED TRAVELLERS OFFERS ADVICE AND PERSONAL SERVICE.

AIR PASSAGES, SEAT RESERVATIONS, SLEEPERS, PASSPORTS, VISAS, FOREIGN CURRENCY,
TRAVELLERS' CHEQUES, THEATRE TICKETS.

SPECIAL TOURS WITH INTERNATIONAL COLONIAL EXHIBITION.

BRITISH RAILWAY TICKETS.

SUBSCRIPTION FORM.

To the Secretary, I. A. W. S. E. C., 190, Vauxhall Bridge Road, London, S. W. 1

*I desire to become an Associate Member of the Alliance and enclose £1, for a year's subscription or

A subscriber to the INTERNATIONAL WOMEN'S NEWS and enclose 6s. for the yearly subscription, post free.

Name

Address

*N. B.—Membership includes subscription to the paper.

Board of the International Alliance of Women for Suffrage and Equal Citizenship, elected at the Eleventh Congress, Berlin, June 17-22, 1929.

President: MRS CORBETT ASHBY, 33, Upper Richmond Road, London, S. W. 15, England
 Hon. President and Founder: MRS. CHAPMAN CATT, 171, Madison Avenue, New York, U. S. A.
 First Vice-President: ADELE SCHREIBER (Germany).
 Second Vice-President: ROSA MANUS (Holland).
 Vice-Presidents: GERMAINE MALATERRE-SELLIER (France),
 FRANTISKA PLAMINKOVA (Czecho-Slovakia).
 Treasurer: FRANCES M. STERLING (England).
 Corresponding Secretary: EMILIE GOURD, Crets de Pregny, Geneva, Switzerland.
 Assistant Secretary: MILENA ATANATSKOVITCH (Jugoslavia).
 AUXILIARIES IN: Australia, Austria, Belgium, Bermuda, Brazil, Bulgaria, Ceylon, Cuba, Czecho-Slovakia, Denmark, Egypt, Finland, France, Germany, Great Britain, Greece, Hungary, Iceland, India, Ireland, Italy, Jamaica, Japan, Jugo-Slavia, Luxembourg, Netherlands, New Zealand, Norway, Palestine, Peru, Porto Rica, Portugal, Roumania, Spain, Sweden, Switzerland, Syria, Turkey, Ukraine, United States of America, Uruguay.
 INTERNATIONAL STANDING COMMITTEES.—Committee for an Equal Moral Standard and Against the Traffic in Women: Chairman, Dr. Paulina Luis.
 Committee for Like Conditions of Work for Men and Women: Chairman, Broken Ingeborg Walin. Committee on Illegitimate Children: Chairman, Frau Adele Schreiber Krieger. Committee for Peace: Chairman, Miss Ruth Morgan. Committee on Women Police: Chairman, Miss Manus. Committee on the Civil Status of Women: Chairman, Mme. Suzanne Grinberg. Committee for Suffrage and Elections: Chairman, Mme. Plaminkova.

By-Law of the I. A. W. S. E. C. Constitution.

"The International Alliance of Women for Suffrage and Equal Citizenship, by mutual consent of its auxiliaries stands pledged to preserve absolute neutrality on all questions that are strictly national."

Headquarters and EDITORIAL OFFICES of the I. W. News: 190, Vauxhall Bridge Road, London, S. W. 1.

Telegrams: "Vocorajto."

Telephone: Victoria 0285.

TIME AND TIDE

The only weekly review in the world edited and controlled solely by women.

EVERY FRIDAY, 6d.

A Weekly Review is not a luxury—
It is a necessity for everyone who wishes to be well informed upon current events.

DIRECTORS
 Mrs. Chalmers Watson, C. B. E., M. D. (Chairman)
 The Viscountess Rhonda (Vice-Chairman)
 Prof. Winifred Cullis, O. B. E., D. Sc. Miss Winifred Holtby, M. A.
 Miss E. M. Delafield Lady Llewellyn
 Miss Cicely Hamilton Miss Marion Jean Lyon
 Miss Rebecca West

Subscription Rates 26/- a year; 13/- six months;
 7/6 three months.
 Specimen Copy free of
 The Circulation Manager, **TIME AND TIDE**,
 32, Bloomsbury Street, London, W. C. 1.

EVERY FRIDAY. ONE PENNY.

THE VOTE

THE WOMEN'S FREEDOM LEAGUE PAPER.

144, HIGH HOLBORN, W. C. 1.

THE CATHOLIC CITIZEN

(Organ of the St. Joan's Social and Political Alliance).
 PUBLISHED ON THE 15th OF EACH MONTH.
 PRICE 2d. (Annual Subscription, post free, 2/6.)
 St. Joan's Social and Political Alliance,
 55, BERNERS STREET, LONDON, W. 1.

THE
WOMAN'S LEADER

2d. WEEKLY.

WOMEN in different parts of the world interested in the Woman's Movement in Great Britain should read this paper every week. SHORT, CHEAP, UP-TO-DATE.

10/10 post free at home or abroad.

Write for a specimen copy to
 The Manager, **THE WOMAN'S LEADER**,
 4 Gt. Smith Street, London, S. W. 1.

NOTICE TO ADVERTISERS.—All communications respecting ADVERTISEMENTS should be addressed to:—

The Advertisement Manager,
 190, Vauxhall Bridge Road.

ADVERTISEMENT RATES.

Full page facing editorial matter	£8 0 0
Half and quarter page pro rata	
Full page not facing matter	£6 0 0
Half and quarter page pro rata	

Series Discounts:

3 insertions 5%	6 insertions 10%
12 insertions 15%	

SMALL ADVERTISEMENTS.

Small advertisements 5s. an inch, and 2d. per word over.

NOTICE TO READERS.—All communications respecting Subscriptions and Editorial contributions should be addressed to:—THE EDITOR, I. W. NEWS, 190, VAUXHALL BRIDGE ROAD, LONDON, S. W. 1.